DÉFENSE OCCIDENT

DIRECTEUR

Maurice BARDECHE

Dans ce numéro :

Abel BONNARD
(de l'Académie Française)

Le général Bridoux

Maurice BARDÈCHE

Le détournement des volontés

Après l'échec de Genève

Pierre NAVARRE

Israël n'est pas viable en Palestine

Jean PERRÉ

Les conceptions militaires soviétiques

No 29

Prix : 100 fr.

Décembre 1955

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS.

— Abel BONNARD, de l'Académie Française : le général Bridoux 3
— Maurice BARDECHE: Le détournement des volontés 7
— Après l'échec de Genève 13
— XXX : Chronique du mois 19
— Pierre FONTAINE : Adieu au Glaoui, adieu au Maroc 23
— Pierre HOFSTETTER : Moscou au Foreign Office 27

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE.

— Jean PERRE : Les conceptions militaires soviétiques (1) 34
— Pierre NAVARRE : Israël n'est pas viable en Palestine 42
— Georges OLLIVIER : La maladie du Président Eisenhower 51
— Jacques POILLOT : Petite histoire de « Défense de l'Occident » 57

LES LIVRES DU MOIS.

— G. O. : « Zion's fifth column » et « Zionist nerwork » par le sénateur Jack B. Tenney 63
— SAINT-PAULIEN : Le voyage andalou 65
— P.-A. COUSTEAU : Revue de la Presse 70
— P. N. : Vers le trust de l'expression de pensée : A propos du Prix Goncourt 76

DEFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28. rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

BUREAU D'ALGER : M. Dorveaux, chez M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaité, Alger.

ORAN et Dépt d'Oran : M. François Le Gall, 3, rue Monseigneur-Cantel, Oran.

Abonnements : 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr. Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.
C. C. P. « Les Sept Couleurs », Paris, 21.8219.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du n°

NOM ______________________________

PRENOM ______________________________

ADRESSE ______________________________

____

Signature

Conditions d'abonnement :

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 600 fr.

Etranger : 1 an : 1.300 fr. — 6 mois : 700 fr.

Abonnement de propagande : 1 an : 3.000 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 5.000 fr. et 10.000 fr.

Adresser tous paiements à : « Les Sept Couleurs », 35, rue Cortambert, Paris (16e). C.C.P. : 21.8219, Paris.

Le général Bridoux

Quand, parmi la triste confusion qu'offre à nos yeux le commun des hommes, nous en avons connu un qui a accru et affermi en nous l'estime que nous souhaitons d'avoir pour l'être humain, nous nous sentons comme obligés à lui rendre témoignage lorsqu'il quitte ce monde avant nous. Je me sens ce devoir envers le général Bridoux. Ce fut un soldat, non seulement de profession, mais de vocation, trouvant dans sa fonction la pleine expression de son idéal et de sa nature. Le soldat est une des figures à la fois premières et suprêmes de toute société noble. Ce qui le distingue, c'est d'abord qu'il se soumet à la discipline non par l'effet d'une contrainte extérieure, mais par une adhésion intime ; son caractère principal n'est pas d'obéir ou de commander aux autres, c'est de se commander à soi-même. La grandeur propre du soldat, c'est qu'il saisit, dans la guerre, qui semble faite pour lâcher en liberté tous les instincts bestiaux de l'individu, une occasion insigne de les réprimer et de les dompter plus impérieusement encore qu'on ne peut le faire pendant la paix. Ainsi, il marque une victoire de l'homme sur le lieu même où il y avait place pour une licence de la brute. Il pourrait tout piller, tout prendre, et il ne touche à rien, il pourrait violenter ou maltraiter les faibles, et il protège les femmes et les enfants. La fonction sublime du guerrier, c'est d'être le purificateur de la guerre. Dans le moment même où il s'offre de tout son être au danger, il ne permet pas à la haine de s'ajouter pour les dégrader aux passions lumineuses d'où il tire sa force. Il ne voit dans son antagoniste qu'un adversaire avec lequel il rivalise dans le culte des mêmes

valeurs. Cette figure internationale du guerrier s'est dégagée de toute l'Europe chrétienne, mais particulièment des trois grandes nations militaires, la France, l'Espagne et l'Allemagne. Quand on considère ces hautes correspondances, on ne s'étonne pas que le général Bridoux ait trouvé chez les généraux espagnols, parmi lesquels il comptait des camarades d'études, un accueil magnanime et fraternel. Ils se sont rencontrés sur le même plan de supériorité humaine.



Mais le personnage mâle et simple du soldat peut avoir un épanouissement délicat, où quelque chose d'un peu fastueux s'ajoute à ses vertus solides, où une correction première se développe et s'achève dans une élégance qui est à la fois celle de la tenue et des sentiments. Ce soldat plus accompli, c'est le cavalier. Dans toute l'histoire de l'homme, il n'est rien de plus romanesque que sa longue alliance avec le cheval, dont il a fait son compagnon de gloire. Dès les premiers âges, c'est l'intervention du cheval qui a donné à la guerre un caractère héroïque d'abord par les chars, en Egypte, en Chine, dans la Grèce de l'Illiade, puis par la cavalerie proprement dite. L'infanterie est la grande prose des batailles, mais la cavalerie est la poésie de la guerre ; c'est par elle que la vaillance se porte jusqu'aux prouesses, que le combattant peut mourir au sommet de la vie, dans un enthousiasme de gloire. Certaines expéditions de cavalerie ont été si aventureuses et si téméraires qu'elles paraissent presque folles, et cependant le succès les a couronnées. Ainsi s'est fixé par l'équitation, dans la guerre et hors d'elle, un style humain sans pareil, et que ce type soit aujourd'hui très menacé de disparaître, c'est le signe le plus frappant de cet abaissement général de l'homme qu'amène partout l'invasion sinistre des machines.



La description du soldat et du cavalier que j'ébauche ici ne reste pas en l'air ; elle s'ajuste exactement au général Bridoux, toute sa nature vient s'y inscrire. Il appartenait à une de ces familles qu'une vocation héré-

ditaire attache à quelqu'une des plus nobles professions humaines. Son père fut tué en 1914, comme général du premier corps de cavalerie. Lui-même, tout jeune, devenu écuyer à l'école de Saumur, après être sorti de Saint-Cyr, fit alors une infidélité bien significative et unique dans sa vie, à cet art de l'équitation où il excellait déjà : pour être sûr de s'enfoncer plus profondément dans la guerre, il voulut servir comme fantassin et se distingua ainsi. Cependant, la paix revenue, il entremêla de nouveau la pratique et la science la plus parfaite de l'équitation aux plus hautes études de l'art militaire. Après la dernière guerre, pendant laquelle il trouva de nouveau l'occasion de se signaler, il fut, tout près du Maréchal, chef glorieux du gouvernement légitime, un ministre de la guerre en qui s'incarnaient les notions d'honneur, de service, d'obéissance et de fidélité absolues sans lesquelles l'armée d'un grand pays ne peut persister, et il donna à ces principes sacrés une fixité d'étoiles. Je laisserais trop incomplète l'image que j'ébauche ici, si je n'ajoutais pas que, dès sa jeunesse et jusqu'à son dernier soupir, il a eu près de lui une épouse égale à lui-même, et que tous deux ont présidé à la constitution d'une famille qui les continue. Leurs deux fils ont été des soldats, des cavaliers et des chevaliers accomplis. L'un d'eux a combattu sur le front de l'Est, où il a porté le plus pur modèle de l'officier français. Un jour de ces dernières années, que je me plaisais à dire à leur père quels éloges m'étaient revenus de l'un et de l'autre, il me laissa parler, puis se borna à ajouter : oui, c'étaient de bons officiers. Ce laconisme en disait davantage que toutes mes phrases. Des familles de cette sorte où la valeur des femmes orne et fleurit celle des hommes, sont des écoles d'honneur. Dans un monde bouleversé où les personnages équivoques surabondent, dans un moment de confusion vertigineuse, de trouble crépusculaire, où toutes les notions sont faussées, où les mensonges eux-mêmes perdent leur couleur pour n'être plus que des mots, de telles familles sauvent les principes incorruptibles sans lesquels une nation n'a plus d'avenir : on devrait les remercier d'exister.



Tel fut, tel est l'homme que la mort a paru nous ôter, et dont elle ne fait qu'accentuer le vrai caractère. La

mort efface ou dévoile, elle rend à leur nullité constitutive des gens qui n'ont paru un instant quelque chose qu'en embrouillant en eux un jeu d'intrigue, de méchanceté ou d'ambition ; elle nous montre au contraire dans leur essence ceux qui ont le plus noblement et fortement existé, elle remplace une présence d'habitude par une présence d'intensité. Ainsi je reverrai pour toute la durée de ma propre vie, le général Bridoux. Dans les circonstances très diverses où je l'ai fréquenté, je l'ai toujours trouvé égal et fidèle à lui-même, admirablement franc, fier et entier ; le sentiment qu'il avait de son irréprochable droiture comblait sa conscience de sérénité. Tout son être m'a laissé une impression de netteté presque métallique : je n'ai jamais vu un grain de poussière sur cette âme de soldat.

Abel Bonnard

Le détournement des volontés

Riant d'un œil et pleurant de l'autre, comme le personnage de Shakespeare, comment dire qu'à notre tristesse de voir le spectacle que donne notre malheureux pays, se mêle une incoercible gaieté ? Il était impossible de rêver une preuve plus éclatante de la malhonnêteté fondamentale du régime, que celle qui vient de nous être fournie gratuitement et il est impossible de réprimer une onde de fou-rire devant ce colin-maillard de voleur volé, où l'escroc de Wagram hurle de fureur et en appelle à grands cris parce qu'il a trouvé un filou plus malin que lui.

A vrai dire, c'est une entrée de cirque. Paillasse a filouté le mouchoir d'Auguste, mais pendant que Paillasse, tout fier de son exploit, soutenu par la grosse caisse, fait des cabrioles sur la bordure de velours rouge en jetant triomphalement son bonnet, Auguste lui fait un croc-en-jambe, subtilise le mouchoir convoité et les deux pitres se poursuivent à grands cris dans la sciure au milieu des coups de cymbale de l'orchestre et des éclats de rire du public. Que voulez-vous ? C'est drôle, c'est bien joué et il y a de quoi faire trembler le chapiteau sous les trépignements de joie. Et après tout, qu'est-ce que ça peut bien nous faire ?

***

M. Mendès-France, avec l'aide de soixante petits malins du Club des Jacobins et de cent gardes du corps juifs de la L. I. C. A., met dans sa poche le Parti radical. Il contrôle les investitures. Plus exactement, il escamote les investitures, magnifique coup de force. Magnifique escroquerie *dans le cas du scrutin d'arrondissement*. Car voilà des milliers de bonnes gens trompés, qui, croyant voter pour le vieux parti radical, ses

barbes, ses maçons, sa lenteur, sa somnolence, votent, en réalité, pour les jeunes Turcs du judaïsme et du Front Populaire. Splendide abus de confiance. Le marchand de tapis croit avoir gagné.

Il le croit d'autant plus, que par une autre escroquerie, non moins audacieuse, il se grime en adversaire du régime : il veut la réforme des institutions, il veut une République musclée, une espèce de fascisme jacobin. Et gogos d'applaudir. Ils ne voient pas que la réforme des institutions, rêvée par Mendès, nous conduirait à un brain-trust juif, avec poigne, police et éventuellement argousins. Ils ne voient pas que la République musclée sera celle de 1945 avec les mêmes figures qu'on retrouve déjà dans le panier de crabes, que le fascisme jacobin sera, pour une bonne part, le fascisme de Daniel Mayer et de Lecache. Ils ne voient pas, surtout, que l'essence du régime étant de placer notre pays sous le contrôle du grand capitalisme international, c'est une drôle de manière de le combattre que de remettre sa destinée entre les mains de l'homme qui a la confiance des cinq grandes banques d'affaires juives qui cherchent à coiffer progressivement tout le mécanisme du crédit français.

Tout est chez Mendès-France escroquerie, coup de force, poker, manches relevées. Il détrousse habilement, dans son arrière-boutique de la rue de Valois. Et des milliers de braves gens, qui se congestionnent dans leur faux-col quand le Parti Communiste emploie les mêmes méthodes pour truquer la majorité, s'emparer des investitures syndicales, noyauter les centrales et engluer le pauvre imbécile d'électeur, regardent, sans le reconnaître, le même mécanisme produire les mêmes effets, mais ils le regardent béats d'admiration et figés par le respect.

Là-dessus, ce joli personnage rencontre un intéressant partenaire qui en connaît aussi long que lui au trente-et-quarante. Il retrousse ses manches, à son tour, bat son jeu, sort son carré d'as. Que voulez-vous, on comprend très bien que ce genre de hasard ne se termine pas par des embrassades. Mais enfin, qu'est-ce que cela peut bien nous faire à nous, d'être mis dans l'impossibilité d'exprimer notre avis au moyen du scrutin d'arrondissement ou au moyen des apparentements ? Le régime se déconsidère, il montre son vrai visage, qui est ce-

lui de l'abus de confiance, de la captation des volontés. N'est-ce pas ce que nous avions toujours dit ? Remercions donc également M. Mendès-France et M. Edgar Faure. Finalement leurs petites saletés, c'est aux vrais adversaires du régime qu'elles profitent, à ceux qui disent : « A bas le régime, à la porte les députés ! »



Il n'y a qu'un seul régime électoral honnête, c'est celui qui donne une photographie exacte de l'opinion du pays, c'est-à-dire une représentation proportionnelle intégrale, sans minimum, sans chinoiseries, mais au contraire avec quotient national, assurant une délégation à toute opinion, quelque minoritaire qu'elle soit, qui existe dans le pays. S'il y a des anarchistes en France, il faut qu'il y ait des députés anarchistes, s'il y a des trotskystes, il faut qu'il y ait des députés trotskystes, s'il y a des royalistes, il faut qu'il y ait des députés royalistes : sans cela comment voulez-vous que les anarchistes, les trotskystes, les royalistes et beaucoup d'autres se dérangent pour voter, s'ils sont sûrs de n'être jamais représentés ? Il vaut mieux savoir que le Parti communiste représente en France 150 mandats, mesurer l'étendue du mal et prendre les mesures appropriées plutôt que de cacher au malade sa feuille de température. Ajoutez qu'en encourageant l'expression de toutes les nuances de la gauche, il est possible que l'on parvienne à effriter certaines sections du bloc communiste. Enfin, l'honnêteté, la rigueur démocratique, si ces expressions n'étaient pas une étrange alliance de mots, devraient imposer la représentation proportionnelle comme une loi fondamentale de tout régime démocratique. C'est précisément ce qu'on n'a aucune chance de voir se réaliser, et même c'est ce qui nous est refusé très obstinément.

Le suffrage universel, tel qu'il est travesti, n'est donc pas autre chose qu'un mode de détournement des volontés. Il est devenu, très exactement, une machine à transformer les volontés, machine aussi bien construite que nos plus puissantes locomotives.

Nous sommes la vapeur qu'on doit discipliner et conduire. Comme la vapeur, nous sommes une force indocile et parfois terrible, mais de savants ingénieurs sa-

vent canaliser cette force, la dompter, la laisser s'échapper et gronder quand il le faut, ils savent la tromper et la fatiguer, puis la reprendre et la rendre formidable, ils savent surtout la détourner, la dénaturer et en faire, malgré nous et contre nous, le combustible qui nourrit leur propre puissance et qui assure notre sujétion.

Cette impuissance du peuple, cette *dépossession* du peuple, c'est la contradiction interne fondamentale des démocraties modernes. Elles veulent défendre la démocratie sous prétexte que la démocratie est le pouvoir du peuple. Et elles défendent la démocratie en empêchant qu'il puisse y avoir sur la scène politique autre chose que des partis *démocratiques*. Seulement si la démocratie, telle qu'elle fonctionne actuellement, est incapable de donner *réellement* satisfaction au peuple, la conséquence de ce système est que, sous prétexte de protéger le libre-arbitre du peuple, on l'empêche, en fait, d'exercer ce libre-arbitre. Il ne peut plus sortir, par aucun moyen d'une certaine forme de démocratie qui ne lui apporte rien. La démocratie ainsi conçue se retourne contre le peuple. Elle lui assure une liberté qui n'est qu'un mot, elle lui donne un bulletin de vote qui est sans valeur. Par cette méthode, le fonctionnement des démocraties dites libres ressemble beaucoup plus qu'on ne croit au fonctionnement des démocraties dites populaires. Le choix que peut faire le peuple dans nos régimes entre différentes listes qui amènent toutes de l'eau au même moulin rappelle celui que l'électeur est invité à faire dans les démocraties populaires entre les soi-disant « partis » qui sont associés à une coalition à direction communiste. Quand une démocratie refuse de laisser mettre en discussion la méthode par laquelle s'exprime la volonté du peuple, elle cesse d'être une démocratie. Quand une démocratie, de ce côté-ci ou de l'autre du rideau de fer, se considère comme un régime parfait qui est la somme et l'aboutissement de toute évolution politique, elle enlève une fois pour toutes au peuple le droit de choisir la forme de la cité. Elle fait du peuple un peuple domestiqué, tout en conservant plus ou moins les apparences de la liberté politique. Elle supprime la possibilité de tout changement *radical* ; elle enlève donc au peuple tout espoir de sortir de son état actuel. *L'espoir* devient alors l'exclusivité du seul parti d'opposition qu'elle tolère, le communisme. Cette situation est à l'ori-

gine de la puissance du courant communiste dans nos pays.

Cette captation de la volonté populaire, à qui profite-t-elle ? C'est le mécanisme même de l'appareil qui nous l'enseigne. La pièce essentielle de ce mécanisme étant le couple élection-partis, qui fait les élections et tient les partis tient l'Etat. Or les élections et la puissance des partis exigeant énormément d'argent, qui fournit cet argent tient l'Etat. Une démocratie moderne, c'est une captation de la volonté populaire par les féodalités financières. Il reste finalement à la tête du régime, comme à la surveillance d'un barrage, quelques équipes d'ingénieurs qui dirigent tout, ceux qui paient. Nous croyons vouloir : en fait, nous sommes les instruments de ceux qui paient.



Il ne faut donc pas s'étonner si la prétendue politique sociale des démocraties modernes est un leurre. Les féodaux financent toutes les variétés de promesses, car ils savent qu'il faut promettre, cela fait partie de la règle du jeu. Mais ils veillent à leur réalisation puisqu'ils disposent des réélections et du destin des partis. Alors, les promesses ne se réalisent pas, voilà tout. De temps en temps, quand le peuple invente un mode de protestation qui échappe au circuit fermé du financement, par exemple les grèves, les féodaux lâchent un peu la soupape. Ils ont cent moyens de récupérer ensuite ce qu'ils ont concédé : la moindre manifestation monétaire annule ainsi sans douleur des années de luttes ouvrières. L'esprit des régimes modernes tend donc à consolider et à éterniser une situation considérée comme très satisfaisante par les féodaux et représentée comme la perfection même, comme la phase terminale de tout progrès politique. Les démocraties modernes se dépeignent complaisamment comme le paradis terrestre des cités humaines. Ce paradis terrestre comporte à perpétuité des archanges somptueux et des recteurs magnifiques qui roulent dans de belles voitures américaines et habitent des demeures peuplées d'intendants et de laquais. Il comporte aussi une piétaille d'anges crottés qu'on introduit dans des tubes souterrains comme des lettres pneumatiques, à six heures du matin et qu'on en retire à

huit heures du soir. On explique aux anges crottés qu'une métamorphose heureuse peut toujours les transformer en archanges magnifiques, mais ils restent presque tous, en fait, à l'état de chrysalide dans leur tube souterrain. Les archanges magnifiques trouvent que le paradis des cités humaines est très bien ainsi, et ils chantent avec conviction *et in sæcula sæculorum*. Les anges crottés le chantent aussi mais avec beaucoup moins de conviction. De temps en temps, un ange crotté particulièrement mal élevé fait même du scandale en blasphémant d'une voix criarde. Quant aux justes et aux docteurs, ils opinent du bonnet gravement, les yeux fermés, marmonnant des patenôtres, et écoutant d'une oreille exercée le bruit des oboles qui tombent dans leur sébille.

Ainsi s'est constitué une sorte de circuit fermé de l'utilisation de la volonté populaire, dans lequel règne comme en physique le principe de Carnot : rien ne se perd, rien ne se crée. Le peuple vote, mais il vote nécessairement pour des partis et des intermédiaires *agréés*. Ces partis et ces intermédiaires sont à leur tour facilement gouvernés par ceux qui leur donnent l'argent dont ils ont besoin pour maintenir leur situation. Le peuple est renseigné, mais il est renseigné par une presse *agréée*. Cette presse est naturellement entre les mains de ceux qui l'entretiennent. Rien d'autre n'existe et ne peut exister car les fonds nécessaires pour créer une nouvelle *marque* politique sont refusés systématiquement à tout concurrent. Chacun, vous, moi, n'importe qui, peut fonder une nouvelle firme politique et essayer d'écouler son produit. Il restera toujours un petit commerçant peu dangereux, car il n'aura jamais les moyens de faire connaître sa marque et de l'opposer, à conditions égales, aux produits concurrents. Ainsi, rien ne se perd, ou peu de chose, car le peuple sera toujours contraint de voter pour les partis et les hommes *agréés*, c'est-à-dire, pratiquement de s'en remettre pour l'exercice du pouvoir aux gérants désignés par les grands intérêts financiers. Et rien ne se crée et ne peut se créer, car, le concours des financiers étant indispensable pour entrer dans le jeu politique, s'asseoir à la table et mettre sa mise, les financiers le refuseront toujours à ceux qui n'accepteront pas leurs conditions.

Maurice BARDECHE.

Après l'echec de Genève

L'échec total de la Conférence de Genève a mis fin à l'imbécile mystification de la « détente », que nous n'avons pas cessé de dénoncer depuis près d'un an.

Nous nous retrouvons dans un système de positions de forces qui n'a pas changé quant à ses données géographiques, depuis les fautes criminelles commises par Roosevelt et Truman en 1945, *mais dont les données militaires ont gravement évoluées depuis dix ans au détriment des Etats-Unis.* Les progrès de l'industrie atomique russe, et tout récemment la mise au point en U. R. S. S. d'une bombe à grande puissance comparable à la bombe à hydrogène, soulignent d'une manière dramatique cette évolution. *C'est une nouvelle phase de la politique d'après-guerre qui s'amorce.*

Dans une conférence à l'Université de Chicago, le journaliste Walter Lippman résumait ainsi la nouvelle situation qui vient de se créer peu à peu. Nous empruntons le résumé de sa conférence à l'éditorial de Pierre Boutang dans *La Nation Française.* Voici les articulations du raisonnement de Walter Lippman :

« Il vient d'y avoir une révolution dans la technique guerrière, avec la bombe à hydrogène qui interdit pendant une époque — dont la durée n'est pas prévisible — l'usage de la guerre totale aux Etats qui n'ont pas le goût du suicide.

« Cette révolution n'implique aucun abandon de la querelle mondiale pour la primauté.

« Les Etats-Unis, accoutumés à *réagir* et non à *agir,* vont être privés de la commodité d'un *défi global* avec issue guerrière probable et prochaine, qui leur permettrait de se mouvoir et d'émouvoir leur opinion.

« La question maîtresse est de savoir si, lorsqu'elles ne seront plus appelées et contraintes de l'extérieur, lorsqu'une infinité de petits objectifs (dont aucun n'est décisif ni populaire par lui-même) se seront substitués aux fins visibles et aux issues sanglantes de la grande politi-

que, les démocraties seront capables de définir un intérêt commun à longue échéance. »

Cette constatation, faite aujourd'hui, par des voix officieuses, est en réalité, celle que nous exposions, il y a maintenant presque deux ans, dans le numéro de janvier 1954 de *Défense de l'Occident,* comme une des données fondamentales de la nouvelle situation mondiale, analyse qu'on pouvait trouver, à la même époque, dans les excellents articles de Sir Oswald Mosley, dans la revue *The European :*

« Cette situation rend la guerre improbable à partir du jour où les deux pays auront fabriqué et stocké de telles bombes. Car ils peuvent se porter mutuellement, dans les premières heures du conflit, des coups d'une telle violence que toute guerre deviendrait par elle-même un suicide et par la suite une loterie. Si l'Amérique ne se décide pas à frapper la première pendant les quelques mois qui lui restent, éventualité peu probable, l'égalité atomique entraînera *la paralysie des géants.* Des escarmouches leur seront permises en Corée, en Iran, en Indochine, mais une guerre mondiale deviendra impossible. L'armée rouge et l'armée américaine continueront à se neutraliser et ne pourront plus intervenir que par petits paquets ou par procuration sur des territoires limités. La guerre politique, c'est-à-dire l'action des partis communistes ou crypto-communistes, prendra alors une extrême importance car, sur cet échiquier bloqué, les forces politiques seront les seules pièces mobiles et libres. »

A la question posée par Walter Lippman, on peut répondre catégoriquement : NON. Les masses amorphes de l'opinion « démocratique » ne pourront jamais être mobilisées au profit d'actions locales, dont elles n'apercevront pas l'importance. Au contraire, l'action du Parti communiste permettra à l'U. R. S. S. d'avoir à sa disposition autant de « corps expéditionnaires » qu'elle voudra sur les théâtres extérieurs, soit pour y créer ou y envenimer les incidents, soit pour contrecarrer les appels des démocraties à leur opinion. Dans tous les conflits locaux, qui vont se déclencher sous des formes imprévues, qui sont les formes nouvelles de la guerre permanente moderne, les Etats-Unis partent battus d'avance, parce qu'ils n'ont ni troupes, ni tactique.

Leurs défaites sont peu apparentes, car elles aboutissent à des *impasses,* mais elles n'en sont pas moins réelles. Une impasse, évidemment, cela n'est pas aussi facile à analyser qu'une convention d'armistice ou un traité. Mais ce sont, néanmoins, les conclusions de ces guerres non déclarées qui sont la caractéristique de notre époque. Une nation, ou un groupe de nations, qui recherche quel-

que part une solution et se heurte à une *impasse*, est aussi clairement battue que si elle avait perdu une campagne.



La Conférence de Genève est, à ce point de vue, une défaite occidentale typique. Il est clair maintenant, comme il l'avait toujours été pour nous, tout au moins, que l'U. R. S. S. seule peut réaliser l'unité allemande et à ses propres conditions. Il est inévitable, par conséquent, que des négociations se fassent un jour entre l'Allemagne seule et l'U. R. S. S. seule. Faute de vouloir modifier quoi que ce soit à leur dispositif atlantique, les Etats-Unis perdront, un jour, ce dispositif atlantique tout entier, car leur dispositif ne vaut plus rien quand l'Allemagne n'en fait plus partie. Une France, politiquement peu sûre et géographiquement trop étroite, est une tête de pont insuffisante dans une stratégie moderne. La neutralisation, à plus ou moins brève échéance de l'Allemagne, condamne les Etats-Unis à ne plus pouvoir défendre leurs positions européennes que par un dispositif de défenses périphériques. Dès lors, pourquoi ne pas admettre les conditions de défense que M. Walter Lippman, et quelques autres, découvriront dans trois ans, pourquoi ne pas favoriser la constitution d'une Europe continentale indépendante, stratégiquement neutre, mais politiquement anticommuniste, qui est simplement l'inscription sur la carte des nouvelles conditions stratégiques imposées au Pentagone ?

Dans les perspectives offertes par la *paralysie des géants*, les chances d'une Europe indépendante devraient être beaucoup plus fortes, puisque le danger d'une invasion militaire brusquée du continent européen est admis comme peu vraisemblable. Par contre, le danger d'une conquête interne de l'Europe par les Partis communistes, ou par les progressistes crypto-communistes, n'est nullement écarté, il devient même par la force des choses, le mode d'action fondamental et à peu près unique de la stratégie russe. Le contrôle militaire américain en Europe, et la présence des troupes américaines en Europe sont donc moins justifiés par des nécessités strictement militaires que par une certaine prudence politique. Il est peu vraisemblable que les divisions américaines stationnées en Europe, soient utilisées un jour prochain contre les divisions soviétiques, mais elles jouent le rôle, pour l'instant, d'un corps de police surveillant discrètement les Etats politiquement précaires. Ne serait-il pas préférable, pour les Etats-Unis eux-mêmes, de renoncer à cette fonction qui ne manquera de devenir manifeste un jour ou l'autre, et de souhaiter que la surveillance politique de l'Europe soit

confiée, comme il est naturel, à des forces résolument anticommunistes ?

Là encore, c'était la position que nous défendions en janvier 1954, et là encore les événements nous ont donné raison. *Défense de l'Occident* écrivait dans le numéro que nous citions plus haut : « Cette dernière condition (que la Communauté Européenne soit animée d'un esprit résolument anticommuniste) prend dès maintenant pour notre avenir politique européen, une importance primordiale. Dans le système de la *paralysie des géants,* les partis communistes prennent la place de l'armée rouge. Ils sont chargés de la réalisation de certaines tâches stratégiques précises que l'armée rouge ne peut plus réaliser. Ils réalisent ces tâches par des moyens purement politiques, mais, finalement, ils les réalisent dans l'intérêt des plans stratégiques du Kremlin. Cette situation n'est pas nouvelle en soi. Mais le rôle des partis communistes est beaucoup plus important qu'autrefois dès qu'on en raisonne en admettant la neutralisation réciproque de la Russie et des Etats-Unis : car ils restent le seul instrument d'intervention de la stratégie soviétique, tandis que, dans les années précédentes, ils n'étaient qu'un appoint politique destiné à provoquer et appuyer l'action de l'armée rouge. Dans l'hypothèse d'une immobilité forcée des Russes et des Américains, protéger l'Europe, c'est donc essentiellement la protéger contre les opérations des partis communistes. Nous devons les prendre, et les Etats européens seront amenés à les prendre, qu'ils le veuillent ou non, comme les substituts de l'armée rouge. Et, par conséquent, il n'y a pas d'autre solution que de les détruire et de les réduire à l'impuissance.

Quelle que soit la forme donnée à la coopération des Etats européens la dissolution des partis communistes en Europe est une urgence absolue de la situation politique qui s'est créée actuellement. Dissoudre et démanteler les partis communistes, c'est enlever à la stratégie soviétique le plus puissant des instruments d'intervention qui lui restent en Europe. C'est assurer notre indépendance et notre sûreté. C'est nous rendre plus forts et plus libres. C'est même créer en Europe la condition préliminaire à toute négociation féconde avec l'U. R. S. S. elle-même ».

A cette dernière phrase, maintes fois exprimée ailleurs, les événements viennent de donner une réponse. Ce sont les déclarations faites par Krouchtchev au ministre canadien Lester Pearson et publiées par ce dernier dans le « New-York Times ». Voici comment « Le Monde », du 25 novembre, résume cette partie de l'interview :

« Le ministre canadien souligne « l'absolue franchise » de ses entretiens avec les dirigeants soviétiques. Par exem-

ple, lors de son entrevue en Crimée avec M. Khrouchtchev, celui-ci a demandé au Canada de quitter l'O. T. A. N., rappelant que si une guerre éclatait, le Canada serait aux premières lignes et que l'U. R. S. S. pouvait également mener une guerre « presse-boutons » (allusion probable aux engins téléguidés). M. Pearson ayant déclaré que toutes les organisations communistes à l'Occident étaient des bases soviétiques, le premier secrétaire du parti communiste de l'U. R. S. S., affirmant qu'il s'agissait là de questions internes, lui a rétorqué : « *Pourquoi ne les liquidez-vous pas ou ne mettez-vous pas tous les membres de ces organisations dans des camps de concentration ?* »

Qu'on nous permette encore un rapprochement. Nous voudrions confronter cette remarquable conception de Khrouchtchev avec un autre texte, d'une inspiration très éloignée, que nous avons fait paraître en 1952 :

« La Communauté Européenne, écrivions-nous, devra donc être à la fois étrangère à l'hystérie démocratique et à la Croisade soviétique. Son indépendance politique ne sera complète, elle ne sera manifeste que si elle aboutit à une totale indépendance idéologique.

« Une Europe démocratique est la prisonière du camp démocratique, elle ne peut être qu'un état satellite des Etats-Unis, et par conséquent elle est un facteur de guerre et sa structure rend impossible la solution des problèmes internationaux. Il est évident et il est légitime que la Russie ne puisse accepter, en aucun cas, de voir les aérodromes militaires américains installés en Prusse. La constitution de bases militaires américaines *permanentes* en Allemagne est une menace pour la Russie et la Russie a raison de la considérer ainsi. Si la puissance russe cherchait à s'établir à Cuba, les Etats-Unis considèreraient cette installation comme un *casus belli*. Au contraire, l'existence d'une Europe non-démocratique et non-communiste est une garantie à la fois pour les Etats-Unis et pour la Russie. C'est un Etat-tampon dont la Russie n'a rien à craindre si ses dispositions sont aussi nettes contre l'ingérence démocratiques qu'elles le sont contre l'ingérence communiste. C'est même un Etat-tampon auquel dans l'avenir la Russie peut faire des concessions qu'elle ne peut pas faire aux U. S. A. Car ce qui importe à la Russie et à juste titre, ce n'est pas tant d'avoir en Prusse une puissance vassale, c'est surtout d'avoir en Prusse une puissance non-ennemie, un Etat qui ne l'attaquera pas et qui n'a pas d'intérêt à l'attaquer. Dans cette position non pas de neutralité, car il faut au contraire que l'Europe soit militairement, industriellement et politiquement très bien armée, mais *d'impartialité* réside tout l'avenir.

« L'équilibre mondial et la solidité de l'Europe sont finalement un résultat plus intéressant pour les U. S. A. que la possession précaire d'un glacis offensif et une alliance équivoque avec des mercenaires peu sûrs. Il faut seulement qu'ils surmontent leur peur de la Russie. S'ils y parviennent, ils comprendront très vite qu'il est beaucoup plus intéressant pour eux de nous laisser jouer intégralement et librement notre rôle de troisième force, plutôt que de continuer à agacer le taureau soviétique en agitant devant lui l'étamine bariolée d'une alliance à la fois atlantique et démocratique qui a pour principal résultat de placer le réservoir à bombes des Etats-Unis à 500 km. de Léningrad.

« C'est donc l'intérêt de tout le monde, je le répète, que l'Europe n'appartienne à aucun des deux camps, mais qu'elle vive de sa propre vie et qu'elle se développe suivant son propre génie. »

Il existe donc une solution, mais personne ne veut en tenir compte. Elle est systématiquement placée hors-la-loi de la politique. Nous n'avons pas les moyens de la soumettre à la discussion, nous n'avons même pas les moyens de la faire connaître. Même ceux qui se disent nos amis se taisent avec un mutisme mystique dès que le sacro-saint Pacte Atlantique est mis en discussion. Ils veulent bien voir les effets, ils veulent bien attaquer les effets, mais ils refusent de voir les causes. Une terreur intellctuelle leur fige la voix. Ce sont des enfants qui ne veulent pas aller dans le grand bain. Sincèrement Européens, ils voient l'idée européenne se désagréger et se dissoudre, mais ils refusent de comprendre *pourquoi* elle est condamnée à l'impuissance. Et nous, nous nous disons avec obstination qu'une solution existe, et que, si l'on marchait avec entêtement dans cette direction, nous trouverions peut-être cette mer libre après laquelle nous aspirons. Nous comptons sur nos doigts, dans notre coin, les cas où nous avons eu raison. A quoi cela sert-il ? C'est une étrange chose que de se battre par honneur seulement.

X X X.

Chronique du mois

Cette chronique sera aujourd'hui assez courte. Dans la mesure où les faits du mois étaient importants, ils ont fait l'objet de commentaires séparés. Lorsqu'ils relevaient du comique démocratique, on les retrouvera dans la revue de presse de P.-A. Cousteau. Nous n'avons relevé sous cette rubrique que quelques nouvelles caractéristiques.

L'ECHEC DE STRASBOURG.

Malgré la campagne de M. Jean Monnet pour la « relance européenne », les organisations officielles européennes perdent chaque jour du terrain. *L'Union Française des Fédéralistes* dont le président est l'ancien ministre Henri Frenay et qui dépend de l'Union Européenne des Fédéralistes qui fut dirigée en Allemagne par le déporté Eugène Kogon, a dû renoncer à réunir le Congrès qu'elle avait annoncé pour octobre, puis décembre. Cette mise en veilleuse d'une des plus importantes organisations françaises de propagande européenne est un symptôme grave et alarmant. Elle indique à la fois que les appuis se dérobent et que l'idée européenne perd du terrain dans l'opinion.

Faut-il s'en étonner ? En opposant un préjugé politique défavorable à ceux qui voulaient travailler à la communauté européenne sans accepter pour autant les signes de « système », les mouvements européens officiels ont introduit un germe de division qui explique, en partie du moins, la mollesse de leurs réactions dans l'affaire de la C. E. D. Leur ostracisme a finalement affaibli leur propre position. Mais, plus encore, l'erreur fondamentale de Strasbourg est à l'origine de la désaffection de toute une partie de l'opinion. En mettant l'accent sur le seul aspect économique de la Communauté européenne, les dirigeants de Strasbourg se condamnaient à décevoir et à piétiner. Prisonniers des mécanismes de l'économie libérale, ils sont aujourd'hui dans l'incapacité de surmonter les difficultés nées de la concurrence. Absorbés par leurs chiffres, leurs statistiques, par

les énigmes que leur posent à chaque instant les économies différentes sans lesquelles ils ne peuvent pas agir, ils ont oublié les gestes caractéristiques par lesquels ils auraient pu frapper les imaginations.

L'Europe que nous voulons faire est une Europe des volontés et des cœurs, non une Europe de marchands. Réconciliation, discipline, volonté commune, voilà ses fondements. Confédérale ou fédérale, la Communauté européenne devait mettre l'accent d'abord sur les pouvoirs *politiques* qu'elle revendiquait. Elle n'avait de chance de surmonter des difficultés d'alignement économique facilement prévisibles qu'en se faisant déléguer par les peuples eux-mêmes des pouvoirs qui lui eussent donné le moyen d'intervenir pour faire disparaître les obstacles qu'elle devait rencontrer. C'est en marchant qu'on prouve le mouvement. C'est par le fonctionnement même de son pouvoir que la Communauté européenne aurait inspiré confiance et qu'elle aurait trouvé une réponse dans l'opinion.

Cette méthode, efficace, c'est précisément celle que Strasbourg et les gouvernements se sont trouvés d'accord pour éliminer. Dès lors, tout était dit. L'idée européenne est en conserve dans la glace. Les déclarations lénitives, les encouragements de pure forme ne changent rien à cette situation dont l'opinion se rend parfaitement compte. Seul, un changement dans le personnel politique des divers gouvernements nationaux pourra lui donner un nouveau départ, plus sûrement que la tentative de M. Monnet.



LA CROISIERE DES INDES.

Elle est bouffonne, bon enfant et inquiétante. On se promène à dos d'éléphant, on mange des pastèques et on épluche des petits pois dans une cuisine communautaire. C'est la famille Fenouillard en voyage. Pas de bruit de bottes, mais des caleçons. M. Boulganine ressemble à M. Loubet en plus malin. On a l'impression qu'on promène M. Chéron. Mais ce bon M. Chéron laisse derrière lui un sillage d'usines, de contrats, de techniciens. C'est les ravages de la bonne franquette. La City furieuse voit sa clientèle s'en aller en charpie. Les Etats-Unis, ahuris, eux qui aiment cet admirable M. Nehru, n'avaient pas pensé à cela. Une fois de plus, ils sont sans réaction.

Tout cela nous serait bien égal et même nous trouverions cette promenade fort drôle si elle ne contenait un avertissement.

Le bon M. Nehru, l'intelligent M. Nehru est le Mendès-France local. Sa ligne de conduite est le neutralisme « démocratique » de M. Claude Bourdet de l'*Express* et du *Monde*.

Le neutralisme, quand il n'est pas accompagné d'anticommunisme, donne l'Inde de M. Nehru, M. Krouchtchev assure qu'il ne se fâcherait pas si on mettait dans un camp bien abrité des intempéries M. Thorez et M. Togliatti. Mais il est encore plus content, bien entendu, si M. Thorez et M. Togliatti ont la possibilité d'organiser son voyage. Et ce voyage est, naturellement, beaucoup plus fructueux. Cela nous avertit qu'il y a troisième force et troisième force. Il y a la troisième force de M. Nehru qui est un peu trop aimable avec les bons gros voisins de Moscou. Il y a la troisième force de M. Spaak qui est un peu trop sensible au bruit des écus qui trébuchent sur les comptoirs de Londres ou de Washington.. Et puis, il y a l'indépendance. Seulement, tout cela est une question de personnes. C'est ce qu'on découvre sous le bonnet de M. Nehru.

⁂



LES INTELLECTUELS CATHOLIQUES ET M. GUITTON.

Les nervis de la *L. I. C. A.* (Ligue contre l'Antisémitisme) et du Parti communiste ayant manifesté au cours de M. Guitton, les intellectuels catholiques, imitant en cela le doyen de la Faculté des Lettres, ont protesté éloquemment au nom de la liberté d'expression. Ils ont repoussé avec indignation l'idée qu'on pût reprocher à un professeur ses opinions politiques et notamment les livres dans lesquels il les avait exprimées. Voilà qui est bien, fort bien. Pourrons-nous nous permettre de rappeler à MM. les Intellectuels catholiques, aussi bien qu'à M. le Doyen, quelques précédents dans lesquels leur prudence, prise en défaut, n'a pas été aussi agissante et qui ont, en une certaine manière, encouragé et presque légitimé l'accueil qui a été fait à M. Guitton ?

S'il est indigne de l'esprit de l'Université de reprocher à M. Guitton les livres par lesquels, de son camp de prisonnier, il saluait les espoirs que portait la Révolution nationale, comment MM. les Intellectuels catholiques et M. le Doyen expliquent-ils leur silence lorsque des profes-

seurs qui n'avaient pourtant rien écrit de pareil, ont été exclus ou suspendus de leur chaire ? Quand M. Mauriac, doyen de la Faculté de Médecine de Bordeaux, a été éloigné, quand M. le Professeur Vigne, professeur de gynécologie à la Faculté de Médecine a été privé de son enseignement, quand M. Gueneau, maître de Conférences à l'Université de Dijon a été suspendu, quand des mesures analogues, toutes inspirées de motifs strictement politiques, ont été prises à l'égard de M. le Professeur Larrose à l'Université de Bordeaux, de Maurice Bardèche, qui, alors, n'avait pas écrit une seule ligne de politique, à l'Université de Lille, de M. Jean Vier à Lisbonne ? Comment n'ont-ils pas protesté quand le ministre, en dépit d'un arrêté du Conseil d'Etat, refusa de rendre sa chaire à M. Carcopino, professeur de l'Université de Paris, comme M. Guitton, et s'opposa avec obstination à sa réintégration jusqu'à ce qu'il eut atteint l'âge de la retraite ? Je ne parle pas ici des professeurs d'enseignement secondaire, ni des instituteurs, privés de leur métier et condamnés à la misère avec leur famille par centaines, *Vulgum pecus* qui, apparemment, est indigne de l'attention des hautes personnalités qui ont bien voulu intervenir pour M. Guitton.

Mais M. le Doyen, qui se constitue aujourd'hui, à juste titre, gardien des traditions de l'Université, et MM. les Intellectuels catholiques, qui ont entrepris de le soutenir dans cette tâche, ne sentent-ils pas que leur position serait infiniment plus forte et que le cours de M. Guitton n'aurait sans doute jamais été troublé s'ils n'avaient pas subi en silence les empiètements de la politique dans l'Université et s'ils avaient défendu, quand il le fallait, les hommes que leur charge ou leurs convictions leur faisaient un devoir de défendre et qui étaient attaqués, comme l'est aujourd'hui M. Guitton, à cause de leur position politique ?

Si M. le Doyen et MM. les Intellectuels catholiques étaient logiques avec eux-mêmes, ne devrait-on pas s'attendre à ce qu'ils fassent porter leur protestation également contre les injustices passées qui contiennent et qui expliquent les intolérances d'aujourd'hui ?

Adieu au Glaoui, adieu au Maroc

J'avoue que je souffris quand je vis les photos du Pacha de Marrakech prosterné pour baiser les babouches du Sultan revenu de Madagascar. Je connais bien les lignes morales des deux hommes ; aucun point de comparaison. Un seul impact commun, tous deux sont étroitement attachés aux biens matériels de ce monde, considérables d'une part comme de l'autre.

Le Glaoui misa sur la France 100 %. Grâce à sa famille et à ses alliances, le Maroc devint français. Lyautey doit sa fortune 14-18 aux harkas du Pacha de Marrakech quand les descendants directs d'Abd el Kader passés au service de l'Allemagne tentaient de soulever les musulmans contre nous. M. J. Walter n'était pas encore au Maroc à l'époque. Le Glaoui est un berbère, donc un autochtone. Le Sultan est un arabe originaire d'Asie, donc un envahisseur.

Déjà, en 1911, dix mille Berbères cernaient le Sultan du Maroc Moulay Hafid dans sa capitale de Fez. Mangin et Moinier le sauvèrent et obligèrent les Berbères à lever le siège. Moulay Hafid était, nous apprennent les histoires de France « l'homme déclaré des Allemands ». Déjà !

La France maintient certaines traditions.

Le Glaoui eut dû avoir des raisons historiques de se méfier, bien que la France se servit souvent de lui et de son influence. Au fond de lui-même, je pense qu'il travaillait pour sa descendance. Quand les Français seront lassés de la fourberie des Arabes, devait-il penser, ils feront alors appel à un Berbère pour le Sultanat. Mais, de même que la France maintint sur le trône de la Régence de Tunisie le descendant d'un préfet turc, donc un envahisseur, elle s'obstina à garder un sultan d'Arabie au Maroc et négligea les Aurésiens et les Kabyles (autochtones) au profit des Arabes en Algérie.

⁂

Cette politique de la bascule pouvait se défendre à la condition d'avoir des hommes compétents pour la mener. Le ministre français qui eut la plus belle carte à jouer fut M. Georges Bidault dont la carrière sombre dans le ridicule au retour de Sidi Mohammed. Puisque les harkas berbères marchaient sur Rabat et que la déposition du Sultan était décidée, le tort du Ministère Laniel fut de se laisser imposer un homme par le Glaoui. « Pas d'homme-tampon » devions-nous répondre, « mais vous-même ! » En le mettant en demeure de régner dans l'ordre, la France payait sa dette et, en même temps, levait l'hypothèque berbère sur l'Afrique du Nord. Elle eut sans doute évité la rebellion aurésio-kabyle, les Berbères d'Algérie... En cas d'incapacité du Glaoui à régner dans l'ordre et le calme, l'affaire berbères-autochtones était résolue, noyée. *Et la France n'eut pas joint les Berbères aux Arabes,* chose aujourd'hui faite, *alors que, seule, cette division lui permit de demeurer au Maroc !*

Mais que connaissaient des affaires marocaines Messieurs Bidault, Schuman, Pinay, July ? Et le Maroc, pour M. Edgar Faure fut surtout l'avis de M. J. Walter, minier milliardaire.

Le Glaoui demeura tellement l'ami de notre pays, qu'il se fâcha contre Sidi Mohammed, surtout à cause des tentations étrangères que ne repoussait pas le Sultan depuis 1943. C'est presque par loyalisme excessif que le Pacha de Marrakech fit ce que la France ne pouvait se résoudre à décider. Il est nécessaire d'insister sur ce point qui ne trompa aucun Français du Maroc, au point que 2.000 militaires de réserve français menacèrent, il y a deux ans, de passer dans les rangs des Berbères du Glaoui. Pour comprendre mon sentiment à la vue de ce grand vieillard venant baiser les babouches de l'homme qui ramène de Madagascar ses trois femmes et vingt-cinq concubines, il est indispensable de connaître ces détails. Le Glaoui était reconnaissant à la France et le resta jusqu'à l'extrême limite.

***

Quand certaines factions françaises de la métropole se déchaînèrent en faveur du Sultan et que la France reçut des séries d'affronts sans prendre de décision, on conçoit que le Glaoui, dont l'âge est grand et la fortune immense (puisqu'elle va jusqu'à Tanger), ait ressenti quelques inquiétudes. Il sentit l'appui français moins solide, il assista à la haine organisée contre lui, il se vit traîner dans la boue

par des journaux français. Ses amis français de Rabat furent rappelés ou mis à la retraite les uns après les autres. Contre une coalition partisane française avec le Sultan, il ne pouvait pas grand-chose...

Le Glaoui fut invité par Winston Churchill aux fêtes du Couronnement, à Londres.

Et, dans un ouvrage paru il y a deux ans, j'annonçais qu'il n'était plus possible de nier les contacts étroits entre Marrakech et Londres.

La France se dérobait, un homme comme le Glaoui (en réalité véritable Sultan du Sud Marocain) ne pouvait demeurer isolé en face d'un adversaire farouche comme le Sultan de Rabat. Et comme à ce moment, ce dernier était en flirt avec les Américains... Et comme, de plus, les pétroles marocains appartiennent *de jure* aux Anglais... Tout s'arrangea assez bien sur le dos de la France. Logique self défense du Glaoui que nous ne pouvons pas blâmer si nous raisonnons berbère. (Malgré nous, notre pensée va aux intrigues britannico-libyo-irakiennes en Algérie berbère : Aurès et Kabylie ; quel malheur de ne pas avoir un homme d'Etat connaissant les questions musulmanes !).

Mais il y a du nouveau !

Bien que la presse n'en parlât point, le monde arabe (Proche et Moyen-Orient) se retourne, une fois de plus, très vraisemblablement grâce à la coordination de l'action anglo-soviétique. L'américanophobie s'installe au Caire et gagne les pays de la Ligue Arabe. Le temps des lapidations n'est peut-être pas éloigné. Les incidents (avec la peau des indigènes) anglo-américains de Aden-Hadramout, de l'oasis de Buraïmi, de Chypre sont plus significatifs que les hymnes au Pacte Atlantique. Le Sultan du Maroc — qui fut soutenu à fond par Le Caire — n'ignore pas ce travail souterrain qui menace de compliquer la stratégie américaine du pétrole en Asie Mineure. Lorsqu'on n'est plus pro-américain à cause du vent qui tourne, que peut-on devenir ? Profrançais par pure mesure d'attente. Pas encore prosoviétique puisque le communisme est ignoré des masses musulmanes. Alors probritannique... grâce à l'I. S. qui paraît sérieusement remonter le courant depuis quelques mois ?

Comprenez-vous que le Sultan ne fait pas une mauvaise opération en accordant l'aman au Glaoui !

Cette jonction sera certainement moins bénéfique pour la France. Quels sont les hommes politiques français « intelligents » et surtout indépendants qui comprirent la manœuvre ? Certaines banques doivent pavoiser, ainsi que « le groupe-politique-français-de-Londres ».

Devant de telles idioties, nous dirons que nous commençons à nous ficher que le Maroc hissât encore le drapeau français. Mais nous dirons aussi que, connaissant trop de musulmans, nous ne conservons notre estime qu'au pacha El Glaoui (et qu'à l'émir Abd El Krim et nous l'illustrerons bientôt) car avec l'amertume légitime du Pacha de Marrakech qui ne peut que l'éloigner de la France, c'est le Maroc qui va s'éloigner définitivement de nous.

P. F.

N. B. — Un grand nombre d'édiles municipaux de villes importantes d'Algérie a démissionné pour protester contre « la répression sans précédent » de la France dans le Constantinois. Il s'agit d'élus musulmans du 2e collège.

Nous regrettons que ces élus n'aient pas eu le même geste pour protester contre les violences et les meurtres des femmes et des fillettes françaises perpétrés par les rebelles, leurs coreligionnaires.

Les musulmans eurent — et ont encore — un grand ami en la personne de M. Jacques Soustelle, gouverneur de l'Algérie. Dans une sorte de manifeste d'un « intellectuel à d'autres intellectuels » publié par un journal parisien « Combat », M. Soustelle, qui revendique l'honneur d'avoir toujours lutté contre le racisme, finit par reconnaître que le racisme, en Algérie, se trouve de l'autre côté de la barricade, c'est-à-dire chez les musulmans. C'est la leçon de l'épreuve du pouvoir. Un peu tardive, à notre gré, pour le bonheur de *TOUS* les Algériens ! Car avec la connaissance des problèmes nord-africains, les 7 à 800 rebelles aurésio-kabyles du début eussent été réduits en un mois (Kabylie 1945 : 8 jours) et n'auraient jamais grossi leurs effectifs à ce qu'ils sont aujourd'hui. Le calme serait revenu depuis longtemps et les élus musulmans *exigeraient* l'intégration !

Moscou au Foreign Office

(De notre correspondant à Londres)

Le 19 septembre dernier, vingt-quatre heures après la publication dans l'hebdomadaire socialiste « The People », de sensationnelles déclarations de l'ancien chef de l'espionnage soviétique à Canberra, Vladimir Petrov sur les agissements et la fuite de Guy Burgess et Donald Maclean, les deux fonctionnaires du Foreign Office passés mystérieusement derrière le rideau de fer, et plus de quatre ans après la disparition effective des deux larrons, la Grande-Bretagne et le monde entier apprenaient, par un bref et laconique communiqué de ce même Foreign Office, que les deux hommes étaient depuis des années au service de l'Union Soviétique et du bolchevisme. Autrement dit, de l'aveu même du ministère britannique des Affaires étrangères, il s'est trouvé pour un temps infini, deux de ses employés pour trahir délibérément les plus hauts secrets diplomatiques, les divulguer sans scrupules, et qui plus est, en donner connaissance à la puissance la plus diabolique de ce temps. On imagine le tollé général qu'a pu causer cette révélation. La presse, conservatrice aussi bien que travailliste, a immédiatement réclamé que toute la lumière soit faite sur cette ténébreuse affaire et que les coupables soient châtiés. Ce tollé ne fut guère atténué, au demeurant, par le fait que la disparition des deux diplomates remonte au 26 mai 1951. Le silence continuel et les réponses évasives des autorités responsables ne contribuèrent qu'à exciter la curiosité générale. Les documents produits par Petrov, cependant, accusaient d'une façon tellement directe Burgess et Maclean que le Foreign Office devait passer aux aveux. Encore aujourd'hui, l'affaire de trahison continue de faire parler d'elle. Car nous n'en avons pas vu la fin.

La vive indignation conçue par les Britanniques devant cette affaire, une indignation qui existe maintenant depuis plus de quatre ans, est compréhensible. Non pas tant parce qu'il s'agit d'une trahison répugnante, car les Anglais y sont pour ainsi dire habitués depuis Pontecorvo, Nunn May, Fuchs et d'autres, mais parce que le Foreign Office est cette fois-ci directement

impliqué. Le Foreign Office passait jusqu'ici, à Londres et en général, pour une institution parfaitement honorable, d'une efficacité reconnue et d'une habileté indiscutable, au-dessus, bien entendu, de tout soupçon. Mettre en doute l'intégrité de son personnel, il y a seulement cinq ans, aurait équivalu à contester par exemple la loyauté du souverain ou les sentiments patriotiques du premier ministre. De même que la plupart des principaux ministères, le Foreign Office est établi à White-Hall, la splendide avenue qui part de Trafalgar Square pour aboutir à Westminster, son Parlement et son Abbaye, et Whitehall a toujours été une référence de premier ordre, pour qui que ce soit et où que ce soit. Que les maîtres du Kremlin aient pu, pendant des années, entretenir deux espions à Whitehall dépasse encore maintenant l'imagination. Que ces deux espions aient été, à l'origine, deux jeunes gens honorables, qui furent savamment et consciencieusement débauchés par les sbires de Moscou, paraît encore plus invraisemblable. Mais la réalité dépasse souvent la fiction. Et les Anglais qui dénoncèrent si fort la trahison d'un Alger Hiss aux Etats-Unis, et l'état de turpitude de l'administration américaine sous Roosevelt et sous Truman, doivent bon gré mal gré en convenir aujourd'hui : la trahison est universelle, le bolchevisme entretient partout des espions, même dans les pays les moins vulnérables.



L'affaire Burgess-Maclean éclate officiellement le 26 mai 1951. Profitant de la somnolence habituelle au week-end anglais, durant lequel même les plus vigilants services de sûreté se relâchent, les deux gaillards quittent brusquement le pays, traversent la Manche en bateau, débarquent à Dieppe, filent sur Paris. De là probablement ils ont pris un avion pour Prague pour finalement atteindre Moscou. Les deux diplomates se sont enfuis un matin ; or l'après-midi du même jour, ils devaient subir leur tout premier interrogatoire, certaines de leurs activités étant alors déjà suspectes. C'est au début de juin, cependant, que leur « absence prolongée » est révélée dans la presse quotidienne, et que le Parlement commence à s'émouvoir. M. Morrisson, alors Foreign secretary, essaie de minimiser l'affaire sous les ricanements de l'opposition. Pendant plus de deux ans, le Foreign Office aussi bien que divers autres milieux influents, s'efforcent d'étouffer le scandale et, aux questions indiscrètes, répondent évasivement. En septembre 1953, la femme de Maclean et ses trois enfants, qui vivaient à Genève dans la plus large liberté, disparaissent à leur tour, et l'enquête établit qu'ils ont pris la direction du rideau de fer. Les Londoniens accusent une fois de plus leurs services de sécurité d'avoir été ridiculement bernés par les agents du M. V. D. Depuis lors, les informations les plus contradictoires ont circulé au sujet des ex-diplomates (ils furent relevés de leurs fonctions, officiellement, en juin 1951). En mai 1954, Selwyn Lloyd, ministre d'Etat pour les Affaires étrangères, déclara aux Communes que les informations de Petrov, déposant alors devant une commission royale australienne enquêtant au sujet des activités subversives des

Soviets de Sydney à Melbourne, étaient d'un intérêt limité en ce qui concernait Burges et Maclean... Puis, en janvier 1955, le nouveau ministre d'Etat Anthony Nutting annonçait une fois de plus aux Communes, en réponse à des interrupteurs, qu'aucune déclaration officielle ne serait faite sur « la base d'informations inadéquates » — c'est-à-dire celle de Petrov. N'empêche que la publication par « The People », en septembre dernier, des documents de l'ancien espion soviétique a poussé le Foreign Office à reconnaître les faits les plus accablants !

Selon les termes mêmes du communiqué du Foreign Office, diffusé le 18 septembre au soir, Maclean et Burgess étaient des « agents soviétiques assez anciens », qui livrèrent à l'ambassade d'U. R. S. S. à Londres, des « serviettes pleines de documents ». La valeur de ces documents n'est pas exactement connue, mais l'on pense que les consignes les plus secrètes de la diplomatie britannique, voire de la diplomatie occidentale en général, ont ainsi passé dans les mains de l'U. R. S. S. qui a pu plus facilement les mettre en échec. Seulement quelques jours après la disparition, comme deux potaches en goguette, de Burgess et Maclean, Eden se portait garant aux Communes de leur honorabilité et de leur conscience professionnelle : on peut, à la vue des révélations qui suivirent, douter sérieusement de l'intelligence politique de Sir Anthony ! C'est un fait en revanche que les deux ex-diplomates jouissaient de relations considérables. Tous deux rejetons de la plus pure « gentry », ils bénéficiaent de la sympathie et de l'appui de milieux fort influents. On explique ainsi la raison pour laquelle la conspiration du silence a été organisée autour de cette affaire de trahison (le fameux Livre blanc publié à son sujet consiste en une mince brochure de six pages et de trois cent vingt-huit lignes) : la vérité eût-elle été faite, plusieurs réputations en seraient sorties éclaboussées.



C'est à Cambridge, semble-t-il, vers 1932, que Donald Duart Maclean, fils d'un ancien leader du parti libéral, et Guy Francis de Moncy Burgess, lui aussi fils d'une excellente famille, se rencontrent pour la première fois, au cours de leurs études à Trinity College. L'époque était aux jambes de Marlène Diétrich, à Joan Crawford, au « kidnapping » des enfants Lindberg, à l'ascension d'Adolf Hitler. Guy Burgess, jeune snob qui donnait dans le communisme, après avoir été expulsé de l'école navale de Dartmouth pour vol, se prend de sympathie pour Donald Maclean également influencé par le marxisme. Selon différentes informations, notamment celles publiées par le « Daily Mail », c'est à cette époque que les deux larrons auraient été contactés par certains émissaires de Litvinov, alors ministre des Affaires étrangères soviétiques, lequel, avec son groupe d'intellectuels juifs, entendaient débaucher l'Occident en s'attaquant à « l'élite universitaire » ; c'est ainsi qu'un certain Ludwig Freund, juif d'origine sudète, qui fut dans cet après-guerre, l'un des dirigeants économiques de la Tchécoslovaquie (et qui, ironie du

sort, fut pendu comme traître avec Clementis en 1952), serait entré en relations avec Maclean et Burgess et les aurait « préparés » à leur tâche d'espions au sein du Foreign Office. L'adhésion au bolchevisme des deux futurs diplomates s'explique d'ailleurs également par l'atmosphère ambiante de divers milieux d'avant-guerre, qui était à l'antifascisme ; or l'antifascisme implique dans la plupart des cas, toujours, une collusion brève ou permanente avec les communistes.

Cet antifascisme a sans aucun doute facilité l'accès du Foreign Office à Burgess et Maclean. En dépit de leurs sympathies marxistes (on a dit que Burgess fut membre inscrit du P. C. britannique, et qu'à aucun moment de sa carrière diplomatique il n'en donna sa démission), de leurs orgies de jeunesse et de l'amitié « particulière » qui les liait (un député, Henry Kerby, a traité Maclean et Burgess de « pervertis sexuels »), tous deux montèrent rapidement en grade. Maclean a été successivement secrétaire d'ambassade au Caire et à Washington ; il fut aussi dans cette dernière ville secrétaire du comité atomique au sein duquel les représentants du Commonwealth et des Etats-Unis confrontaient leurs programmes respectifs et répartissaient les ressources d'uranium. « Maclean n'a donc pas seulement fourni à l'U. R. S. S. des renseignements diplomatiques, observait le « Daily Telegraph », mais également des informations concernant le potentiel atomique des Alliés durant la période de l'après-guerre qui fut marquée par la course à la suprématie atomique ». Guy Burgess, le genre du cynique et du dévoyé de bonne famille, l'universitaire perverti et sans convictions morales, entra au Foreign Office en 1944, bien que la B. B. C., pour le compte de laquelle il travaillait jusque-là, ait dénoncé ses sympathies communistes ; il fut nommé en 1950 à Washington, en fut renvoyé en raison d'un train de vie incompatible avec la carrière, puis devint, comble des combles, secrétaire privé du ministre d'Etat Hector McNeil (décédé dernièrement), dont les opinions anticommunistes étaient décidées et fermes ; ce poste permit à Burgess d'avoir en mains la plupart des projets du Foreign Office. Par Maclean à Washington et Burgess à Londres, les Soviets furent régulièrement tenus au courant des manœuvres occidentales, notamment en ce qui concerna l'évolution du conflit coréen. Selon l'écrivain Rebecca West, Burgess possédait un don de séduire extraordinaire : c'est ainsi qu'on expliquerait qu'il soit parvenu, en dépit de sa vie privée scandaleuse et de son attitude politique, à des postes importants. Le « Daily Telegraph » lui-même se serait presque laissé prendre à son charme fascinant, lui qui aurait une fois offert à Burgess une situation de rédacteur...

Par l'antifascisme ambiant, on explique aussi la curieuse attitude de Mrs Melinda Maclean. Celle-ci, de toute évidence, a été constamment au courant des sombres activités de son mari ; elle y collabora même peut-être. Or, Mrs Maclean, née Malin, est une grande bourgeoise américaine d'origine juive, dont la famille est solidement installée dans le pétrole. Sa fuite vers l'U. R. S. S. depuis la Suisse fut mûrement préparée par les agents du M. V. D. Qu'est-ce qui pouvait bien pousser cette dame habituée à un standing peu compatible avec l'idéologie commu-

niste, à tout quitter pour le bolchevisme, sinon un antifascisme pathologique ? Le désir plus simple de rejoindre son mari est également invoqué : mais Maclean et Burgess avaient l'un pour l'autre une amitié si particulière qu'il est difficile encore de croire, en cette affaire, à l'amour conjugal.



Scandale politique, l'affaire Burgess-Maclean serait probablement devenu également un scandale de la haute société, si toute la lumière avait été faite à son sujet. L'énorme bruit qui entoura la nouvelle de la fuite des deux diplomates en mai 1951, l'énorme et importante publicité accordée en septembre dernier aux aveux du Foreign Office, n'ont nullement éclairci toute l'affaire, ses dessous, ses tenants et ses aboutissants. Comme on dit vulgairement, le public est resté sur sa faim. On s'est bien gardé de rendre publiques les relations influentes et multiples dont jouissaient les deux félons. Et le gouvernement a plus ou moins étouffé le débat qui devait avoir lieu à la Chambre des Communes. De la droite à l'extrême-gauche, les voix les plus diverses se sont élevées pour condamner sans appel toute tentative d'enquête à la manière des sénateurs Mac Carthy et Jenner aux Etats-Unis. Herbert Morrisson, ministre responsable du Foreign Office en mai 1951, a dénoncé le danger du « mac carthysme » ; Konni Zilliacus et certains autres socialistes cryptocommunistes du groupe Bevan ont accusé des politiciens d' « utiliser l'affaire Burgess-Maclean pour mettre des bâtons dans les roues de la coexistence pacifique » ; sir Percy Sillitoe, chef responsable des services de sécurité (le M. I. 5.) lorsque disparurent les deux diplomates, n'a pas dit un seul mot sur toute l'affaire ; et sir Roger Makins, qui fut chargé d'observer discrètement Maclean (quand des doutes commencèrent à naître à son sujet) à Washington et qui le déchargea de tout soupçon, est aujourd'hui ambassadeur de Grande-Bretagne dans le même Washington — c'est-à-dire qu'il occupe l'un des postes les plus élevés et les plus délicats du Foreign Office.

De quelque côté que l'on examine l'affaire Burgess-Maclean, on ne relève que négligence coupable, ignorance grotesque et lenteur désarmante. Il a été question d'un « troisième homme », du Foreign Office lui aussi, qui aurait averti à temps Maclean et Burgess des dangers qu'ils couraient. Ce « troisième homme » serait un certain Harold Philby, mais, à l'heure qu'il est, personne n'a eu l'idée de l'interroger. M. Philby, complice de deux traîtres, circule librement à Londres. Plusieurs quotidiens britanniques ont, pour leur part, posé des questions embarrassantes demeurées sans réponse : « Comment se fait-il, a demandé le « Daily Sketch », que les deux espions furent laissés, durant des années, à leurs infâmes tractations ? En octobre 1952, le marquis de Reading, sous-secrétaire des Affaires étrangères, assura devant lords que les sympathies de Maclean pour le comcommunisme étaient ignorées au moment où il prit la fuite. Cette déclaration était un mensonge ! ». Et le « Daily Express » a cité ce piquant détail : « Le 10 septembre 1940, Burgess comparut devant la Cour de Marlborough, accusé d'avoir conduit une voiture du War Office en se trouvant sous l'influence de

la boisson. Il fut reconnu qu'il était alors chargé de travaux confidentiels ».



On n'est pas exactement renseigné sur les activités actuelles de Maclean et Burgess. Le premier serait aujourd'hui, selon certaines informations, conseiller du gouvernement soviétique en matière de politique occidentale. Il aurait joué un rôle déterminant dans la préparation, du côté soviétique, de la conférence de Genève de l'été dernier. Burgess, lui, serait chargé de diverses questions économiques intéressant l'Ouest. L'important n'est d'ailleurs pas ce qu'ils sont devenus, mais dans quelle mesure ils ont renseigné l'U. R. S. S. On déclarait il y a quelque temps à Washington, que Maclean, lorsqu'il résidait dans cette ville, visita très souvent le quartier général américain de l'industrie atomique et y recueillit certainement de nombreux détails de première main. Il est évident, d'autre part que, par leur fuite et par leur trahison, Maclean et Burgess auront indirectement, en Amérique, jeté le doute sur la consistance de l'allié britannique. Les relations anglo-américaines en ont souffert et, encore maintenant, une certaine méfiance demeure entre les deux partenaires, notamment en ce qui concerne les secrets atomiques. C'est d'ailleurs l'un des objectifs de la politique soviétique que de dissocier le plus possible l'Amérique de la Grande-Bretagne et réciproquement.

Il n'est pas encore possible de donner une image précise de l'affaire Burgess-Maclean, ni même d'en tirer des conclusions définitives, car trop d'éléments manquent toujours. Dans l'immédiat, on peut cependant affirmer avec certitude que cette affaire, essentiellement politique, s'est doublée d'une sordide affaire de mœurs ; que certains personnages haut placés ayant cautionné les deux félons ne tenaient nullement à ce que toute la lumière soit faite ; que Burgess et Maclean étaient des espions bien particuliers puisqu'ils cachaient rarement leurs sentiments communistes — ce que ne font jamais les agents secrets soviétiques (« Je suis l'Alger Hiss anglais ! » s'est écrié un jour Maclean, alors que de Burgess, Rebecca West écrit : « Il proclamait travailler pour l'U. R. S. S. si souvent et si fort que personne ne le croyait ») ; qu'enfin tous les espions soviétiques de cet après-guerre, démasqués en Occident, qu'il s'agisse de Pontecorvo ou d'Otto John, de Burgess ou de Fuchs, ou d'autres encore, étaient des antifascistes convaincus et de longue date : « Les Russes, a observé Alastair Forbes dans le « Sunday Dispatch », ont été rapides à exploiter les énergies de ceux dont le développement mental s'est arrêté à la guerre d'Espagne ».

La gravité de l'affaire Burgess-Maclean, les aveux forcés du Foreign Office, laissaient supposer que la Grande-Bretagne allait nettoyer ses écuries d'Augias, adopter un « mac carthysme » raisonnable et concevoir une politique plus résolument anticommuniste. Or, non seulement aucun coupable de l'affaire n'a été dénoncé, non seulement toute perspective d'un « mac carthysme » qui aurait pu être, comme l'expliquait le « Daily Express », une simple et élémentaire politique de prudence, fut repoussée avec horreur, mais encore, et c'est le plus beau, la

visite de Boulganine et de Khrouchtchev en Grande-Bretagne est annoncée pour mai prochain. Konni Zilliacus et tous les autres philo-soviétiques du royaume d'Elizabeth peuvent donc dormir en paix : la « coexistence pacifique » ne sera pas troublée par les accablantes révélations de l'affaire Burgess-Maclean. Moscou jetait jusqu'ici un coup d'œil dans les dossiers du Foreign Office. Lors de la conférence de Genève de l'été dernier, M. Eden a trouvé plus simple d'inviter les maîtres du Kremlin pour qu'ils viennent se rendre compte par eux-mêmes de la situation en Grande-Bretagne...

Pierre HOFSTETTER

P. S. — Depuis que cet article a été écrit, un bref débat a eu lieu en date du 7 novembre à la Chambre des Communes, au cours duquel le Foreign secretary Harold Macmillan a nié que M. Harold Philby, connu pour ses opinions crypto-communistes et pour avoir été un ami de Guy Burgess, soit le « troisième homme » de cette sordide et scandaleuse affaire. Il n'a cependant pas contesté l'existence d'un troisième comparse, dont les avertissements auraient permis aux deux félons de prendre la fuite juste à temps, et il a annoncé que « sa recherche continue ». On n'est vraiment pas pressé au Foreign Office de dire la vérité...

Etudes et Tribune libre

Les conceptions militaires soviétiques (I)

I. — *DIFFICULTES ET POSSIBILITES D'UNE ETUDE SYSTEMATIQUE ET OBJECTIVE.*

Il était, jusqu'à ces derniers temps, fort difficile de se faire une opinion nette et bien étayée sur les doctrines militaires soviétiques et leur mise en œuvre. On sait que le secret et la propagande sont deux lois rigoureuses du régime. L'un filtrait rigoureusement les informations ; l'autre les faussait méthodiquement en vue d'exalter les acquisitions d'une prétendue « science militaire soviétique » profondément différente des théories réactionnaires et bourgeoises de l'Occident. Même un auteur comme le général A. Guillaume (1) dont l'intention était certainement de faire œuvre objective, s'est trouvé pris aux pièges conjugués de cette censure et de cette apologétique. Il venait, comme attaché militaire, de vivre, de 1946 à 1948 en U. R. S. S. ; il n'avait eu à sa disposition que des sources russes ; il n'avait pu les comparer aux jugements de l'adversaire allemand encore silencieux ; comment aurait-il échappé complètement aux effets d'une propagande insidieuse et insistante ?

Depuis 1950, les généraux allemands ont beaucoup écrit ; ils avaient été bien placés pour apprécier les méthodes soviétiques et ce sont le plus souvent, quand il s'agit du métier qui leur est cher, des témoins corrects. Avec le temps, il devient impossible, aux censeurs les plus méfiants et rigoureux, de dissimuler la totalité des éléments considérés comme secrets militaires surtout à une époque où de nombreux transfuges passent de l'autre côté du « rideau de fer » et où le zèle qu'apportent les auteurs spécialisés à vanter le « savoir militaire soviétique » va

(1) Général A. Guillaume : « Pourquoi l'Armée Rouge a vaincu », René Julliard, éditeur. Paris 1948.

Général A. Guillaume : « La guerre germano-soviétique 1941-45 ». Payot, éditeur. Paris 1949.

souvent à l'encontre de la discrétion. Or, il s'est trouvé un Américain, Raymond L. Garthoff, pour répertorier toutes ces informations nouvelles, les confronter et en faire un gros livre : « La doctrine militaire soviétique » (2). Certes l'auteur n'a ni la compétence, ni l'esprit synthétique du général Guillaume ; son ouvrage, d'un plan discutable est touffu, encombré de détails, de répétitions et de truisme qui s'appliquent à toutes les armées modernes ; mais c'est la première fois que le sujet est traité aussi objectivement, avec une documentation internationale aussi abondante, solide et récente.

Il est maintenant possible, après avoir placé la pensée militaire soviétique dans son cadre et avoir esquissé son évolution jusqu'en 1945, de faire à cette date le point exact de ses conceptions et de leur application dans les domaines du commandement suprême et la politique du moral, de l'organisation, des principes et de la stratégie, de la conduite des opérations (3) et de la tactique, puis d'en inférer les grandes lignes des changements qu'imposerait une guerre future. C'est ce que je me propose de faire.

II. — *BASES HERITAGES ET EVOLUTION DE LA PENSEE MILITAIRE SOVIETIQUE JUSQU'EN* 1945.

Si l'art militaire est, dans une large mesure, international car les peuples en s'opposant, finissent par s'imposer des méthodes très voisines, il comporte aussi d'importantes particularités nationales parce qu'il est commandé par la géographie et par l'histoire. Et pour l'U. R. S. S., il est d'autant plus nécessaire d'en établir les bases, les héritages effectifs et l'évolution réelle que la littérature militaire y est, comme les autres genres littéraires, un moyen de propagande visant à démontrer la supériorité sur l'Occident et dissimulant soigneusement les sources qui ne sont pas en complet accord avec l'idéologie politique (4).

---

(2) Raymond L. Garthoff : « La doctrine militaire soviétique ». Presses libres Glencoe Illinois 1953.

(3) Les Soviétiques, utilisant la terminologie allemande, distinguent la stratégie ou conduite de la guerre (qui définit des buts, des directions, réunit et amène les forces à pied d'œuvre) et de la conduite des opérations ou art de la manœuvre et de la tactique (qui traite de l'emploi et de la combinaison des armes au combat).

(4) Bruno Maurach : « La littérature militaire soviétique » dans « Wehrwissenchaftliche Rundschau » de juin 1955.

Les bases géographiques qui influent sur les doctrines militaires sont :

L'étendue considérable du pays : 40 fois la superficie de la France, deux fois et demie celle des U. S. A. (les distances à vol d'oiseau de la frontière de 1941 à Léningrad, Moscou, Stalingrad, la Mer Caspienne, les centres industriels de l'Oural étaient respectivement de : 720, 990, 1.200, 1.900, 2.200 km. et l'intervalle entre le sud de la Crimée et Moursmansk de 3.000).

La médiocrité qualitative et quantitative des réseaux routiers et ferrés : 4 km. 3 de routes empierrées et 1 km. 7 de voies ferrées pour 100 km2 en Russie d'Europe (108 km. de routes et 15 de voies ferrées en France pour la même superficie) (1).

L'insignifiance du relief, l'importance des coupures fluviales et de la surface occupée par les régions marécageuses ou boisées : 45 % du territoire en forêts (pour 19,7 et 28,1 en France et en Allemagne).

La rigueur du climat, non seulement du fait des froids d'hiver mais aussi des boues de printemps et d'automne qui rendent le réseau routier à peu près impraticable.

La force démographique : 200 millions d'habitants.

L'abondance des richesses naturelles avec, cependant, une pauvreté en aluminium, plomb, étain, nickel, caoutchouc et, au cours d'une grande guerre, une insuffisance certaines des ressources pétrolières pourtant considérables.

La puissance de l'industrie et son échelonnement en profondeur jusqu'en Sibérie extrême-orientale.

Le *Marxisme* étant une philosophie qui a la prétention d'embrasser toutes les activités humaines ; bien plus, une philosophie basée sur la lutte, on ne saurait s'étonner qu'il ait influencé la pensée militaire. Mais, si brutale qu'ait été sa volonté de césure, on ne rompt jamais entièrement avec le passé et celui-ci a transmis aux Soviétiques non seulement *un legs spécifiquement russe,* mais même un *héritage proprement tsariste.*



Le premier consiste dans *le soldat russe* de toujours avec sa valeur traditionnelle mais aussi ses défauts. Fils d'un

(1) Pour 10.000 habitants : 5 km. 5 de voies ferrées en U. R. S. S., 31 au U. S. A., 15,5 en France, 7,2 en Grande-Bretagne.

peuple paysan et pasteur et qui l'est encore pour plus de moitié, foncièrement attaché au pays natal, resté, dans l'ensemble assez primitif malgré l'effort du régime pour développer l'instruction, habitué à un niveau de vie médiocre, il se montre, en campagne, endurant, plein d'abnégation et d'un fataliste mépris de la mort. Naturellement discipliné et dévoué au groupe dont il fait partie, d'une solidité légendaire dans la défensive, suppléant, dans l'attaque, ce qui lui manque en élan et initiative par une invincible obstination, c'est un admirable fantassin et un excellent cavalier. Mais le Russe, assez médiocre ouvrier d'usine, révèle des insuffisances dans les armes qui exigent un plus haut degré de technicité ; l'artillerie se garde des tirs savants ; les équipages de chars et les aviateurs révèlent souvent quelque maladresse et les seconds avaient en 1941-45, plus de pertes par accidents que du fait de l'ennemi. Comme toute troupe au recrutement peu évolué, celle-ci est très sensible aux menaces de flanc et sur les arrières, à la sensation d'isolement, aux actions de guerillas, à la perte des officiers. Elle a connu, en Finlande, d'amères déceptions et, durant l'année 1941, de graves défaillances qui ont coûté quatre millions de prisonniers, dont deux en quatre mois. Il ne faut du reste pas oublier que ce que nous venons de dire des vertus du soldat soviétique ne vaut intégralement que pour les 58 % de Grand-Russiens, mais un peu moins pour les 20 % d'Ukrainiens et Blanc-Russiens et certainement beaucoup pour les 22 % d'allogènes chez qui les défections furent nombreuses.



L'héritage tsariste, qu'on s'est toujours efforcé de dissimuler, est cependant important. Dès 1918, 30.000 officiers et fonctionnaires militaires de l'ancienne armée reprirent du service dans la nouvelle et, au cours de la guerre polono-russe de 1920-21, ce nombre dépassa 60.000. La paix revenue, il fut jugé impossible de se priver entièrement de ces hommes du passé dont beaucoup restèrent au service et ne s'éliminèrent que par le jeu des limites d'âge. La discipline en porte du reste des traces très apparentes avec son mélange contradictoire et traditionnel de rigueur implacable dans le Service, de bonhomie en dehors, et d'insouciance pour la vie et le bien-être des hommes qui, habitués à une rude existence, n'en sont d'ailleurs nullement choqués. Les règlements de campagne impériaux restèrent en usage jusqu'en 1925-29 et c'est avec sympathie que fut accueilli, en 1942, le retour aux formes d'avant 1917 : salut, appellations, in-

signes de grades, uniformes. La faveur dont jouit l'artillerie, la survivance de nombreuses formations de cavalerie répondent certes à des considérations positives, mais aussi à d'anciennes traditions. Il y avait, en outre, dans la masse des ralliés, une brillante élite faite de « généraux intellectuels » (anciens professeurs dans les instituts d'enseignement supérieur), de colonels ou lieutenants-colonels d'Etat-Major (comme Chapochnikov et Yegorov) ou même d'officiers plus jeunes (comme Toukachewsky) que leur formation et leurs dons rendirent indispensables, qui accédèrent à de grands emplois et exercèrent une action déterminante sur l'organisation et l'instruction de l'armée nouvelle. Certes, quelques-uns, parvenus au grade de Maréchal comme Toukachevsky et Yegorov furent éliminés lors de la purge de 1937, mais ils avaient déjà joué un grand rôle ; et d'autres furent épargnés. Ainsi, Chapochnikov qui avait su se donner visage de strict professionnel, que protégaient la confiance et le besoin de Staline et qui put ainsi poursuivre et couronner sa double œuvre : l'élaboration de la doctrine et l'organisation de l'Etat-major, objet de toutes ses activités comme professeur, puis directeur de l'Ecole de guerre, comme chef d'Etat-major général, comme auteur de « Sur les rives de la Vistule » et « Le Cerveau de l'armée ». Les dirigeants communistes, bien qu'ils n'aiment point l'avouer, ont toujours mesuré l'étendue du rôle joué par les anciens cadres tsaristes. En 1929, un recensement ordonné par Staline faisait apparaître que :

— sur 243 auteurs militaires, 198 provenaient de l'ancienne armée (94 y ayant été généraux et 29 officiers d'Etat-Major) ;

— sur 100 théoriciens de la stratégie ou de la tactique, il n'y avait que 21 postrévolutionnaires ;

— sur 100 rédacteurs des nouveaux règlements, 79 étaient d'origine tsariste.

De 1929 à 1932, un grand effort fut fait, sans beaucoup de résultats, pour arracher aux hommes du passé ce quasi monopole de la pensée militaire. Puis, Staline, sentant son pouvoir consolidé, eut tendance à juger favorablement les grands soldats de l'histoire russe depuis Saint Alexandre Newski jusqu'à Broussilov en passant par Pierre le Grand, Romiantsov, Souvorov, Koutousov, Dragomirov et, pour les marins, par Outchakov, Makhimov (le vainqueur de Sinope en 1853) et Makarov (le héros de Port Arthur) et, avec moins d'impatience, laissa, au temps, le soin d'homogénéiser les cadres rouges. En fait, l'influence des officiers tsaristes fut, dans une large mesure, le véhicule de

doctrines étrangères. Si les plus anciens avaient été formés, avant les revers de 1904-05, si dans la pensée de Dragomikov, en stratégie, disciple consciencieux de Johini (1) et, en tactique, prêtre fougueux de l'attaque massive à l'arme blanche, ceux de la génération de Chapochnikov (sorti de l'académie de guerre en 1909) étaient plus marqués par les idées de Clausewitz (2), de Schlieffen et du fait de l'alliance, des théoriciens et grands chefs français, en particulier Foch.

A rendre sa juste place à l'héritage militaire tsariste, il ne faudrait point sous-estimer l'héritage marxiste qui, pour avoir été systématiquement surestimé, n'en est pas moins important. Du jour où le parti bolchevique prit le pouvoir, le concept marxiste de la guerre de classes s'identifia, pour lui, avec une lutte mondiale, permanente, politique et militaire contre le capitalisme impérialiste et oppresseur. Lénine, qui y avait été conduit par Marx et Engels s'était déjà penché sur le gros livre de Clausewitz « Vom Kriege », en avait soigneusement annoté, vers 1915, 27 des principaux chapitres sur un carnet, la « Tetradka » et en recommandait l'étude à ses disciples. Pour ceux-ci, la formule centrale du stratège prussien : « La guerre est la continuation de la politique par la violence » s'élargit et se compléta par sa réciproque : « La paix est la continuation de la lutte par d'autres moyens (3) (Chapochnikov) et par un corollaire : « La direction de la guerre a cessé d'être uniquement l'affaire du stratège » (Toukachewsky). Elle est celle des plus hautes autorités gouvernementales et doit être basée sur une balance des forces non seulement militaires, mais politiques, morales et culturelles. Toutefois, hors quelques considérations très générales, qui rencontraient l'accord des idéologues et des militaires, le marxisme n'avait pas défini ce que serait l'armée du prolétariat devenu maître d'un Etat et les Bolcheviks n'avaient comme expériences que la guerre civile et la polono-russe. Fallait-il élaborer une doctrine purement prolétarienne et entièrement nouvelle ou adapter le savoir militaire valable pour tous les pays aux caractères de l'Etat soviétique ? Frounze, Boudienny, Vorochilov... (les anciens chefs de la guerre civile) étaient pour la pre-

---

(1) Qui avait servi dans l'armée russe de 1813 à 1869.

(2) Qui avait aussi servi dans l'armée russe de 1811 à 1815.

(3) Dans laquelle la notion de « guerre froide » se trouve incluse.

mière solution ; ils rêvaient d'une organisation mi-partisane, mi-milicienne, à discipline consentie, assez lâche, avec des officiers élus. Trotsky (alors commissaire à la guerre) et les anciens militaires tsaristes qui l'entouraient (dont Toukachewsky et Chapochnikov) tenaient pour la seconde formule et, entre autres arguments, Svechin (ancien major général de l'Etat-Major impérial) faisait remarquer qu'une doctrine militaire dogmatique officiellement estampillée par le pouvoir politique interdirait tout progrès ultérieur ; c'est à l'essai qu'on trouverait la juste mesure du caractère de classe à imprimer à l'Armée rouge.

La chute de Trotsky et son remplacement par Frounze en 1924, parurent marquer l'échec de la thèse pragmatique ; en fait ce fut elle qui, à la longue, l'emporta, par suite du développement rapide de l'armée, de l'accentuation de son caractère technique durant les années 1933-1940 et de l'effort discret mais continu des militaires d'ancien régime. Si l'on s'arrêta d'abord à un compromis d'armée régulière incorporant les recrues pour 2, 3 ou 4 ans suivant les armes et de milice territoriale formant plus sommairement l'excédent du contingent au cours de périodes d'instruction et d'entretien, celle-ci est, dès 1930, absorbée et, en 1939, supprimée. Les commissaires politiques (Politruks), institués en 1917, par Kerensky pour surveiller les menées de Kornilov, sont, en 1925, subordonnés aux commandants d'unités, en 1937 (après la purge) rétablis dans leurs anciennes attributions ; en 1939, ils font l'objet d'une expérience de suppression vite abandonnée ; en 1940 (après les revers de Finlande), ils sont subordonnés à nouveau aux militaires et si, en 1941 (après les premières défaites), ils sont placés sur un pied d'égalité, en novembre 1942 (au plus fort de la bataille de Stalingrad), ils sont, sous le nom de Zampolits (adjoints politiques) à nouveau subordonnés, puis, en 1943, supprimés à l'échelon compagnie, escadron ou batterie (1).

En fait, l'Armée Rouge qui entre en guerre avec l'Allemagne en juin 1941, est celle qu'avaient voulu Trotsky et Toukachewsky : c'est une armée régulière, strictement disciplinée, à commandement militaire unifié. Des thèses de Frounze, elle n'a guère retenu qu'une appréciation

---

(1) Actuellement, la possibilité de heurts entre chefs militaires et adjoints est fort atténuée par le fait que 86,4 % des officiers sont membres du parti et que tous les « Zampolits » reçoivent une formation militaire suffisante.

excessive des possibilités de l'offensive et de la manœuvre, soi-disant conforme à l'esprit prolétarien et aux leçons de la guerre civile mais, en réalité, dérivant des caractères particuliers de ce conflit où l'immensité du théâtre, la faiblesse relative des effectifs, et la médiocrité des armements permettaient un degré d'audace et de souplesse interdit sur les champs de bataille de la première guerre mondiale et qui, sur ceux de la deuxième, fut vite ramené à sa juste mesure.

Pour ce qui est de l'ensemble de la doctrine guerrière, elle a été élaborée, malgré les remous politiques, par une élite de chefs et penseurs militaires jouissant d'une liberté d'esprit assez large sous la seule réserve de ne pas mettre en cause l'idéologie politique (ce qui, le plus souvent, ne demandait que quelques précautions oratoires) et très attentifs à tout ce qui se passait à l'étranger. La collaboration secrète au réarmement de l'Allemagne entre 1922 et 1933 ne manqua pas d'exercer une certaine influence surtout sur l'aviation. La « Géopolitik » d'Haushofer, quoique jugée aventureuse, fut étudiée. Tout livre ou article militaire de quelque intérêt, où qu'il parut, était d'autant plus facilement traduit et publié que l'U. R. S. S. ne payait aucun droit d'auteur. Les conceptions officielles françaises et anglaises sur les blindés eurent une influence qui, nous le verrons, est encore sensible. Les théories de Fuller sur les chars et de Douhet sur l'aviation, quoique non admises furent choisies comme bases de discussion.

Contrairement aux affirmations de la propagande du régime, la doctrine militaire de 1941-45 ne fut pas essentiellement soviétique ; elle fut, comme celle des autres pays, avant tout, de son temps, mais héritière d'un peuple et d'un passé, adaptée à une géographie, à un régime et à une situation. Les Maréchaux victorieux ne furent ni d'anciens tsaristes ni d'anciens chefs bolcheviks de la guerre civile (1) mais des hommes d'origine populaire, âgés d'une vingtaine d'années en 1918, engagés dans l'Armée Rouge, sélectionnés pour leurs qualités intellectuelles et leur ferveur politique, puis lentement transformés en officiers de carrière par de multiples stages et séjours dans les écoles (on a pu dire qu'ils y passaient la moitié de leur temps) sous l'influence d'un État-Major dont nous avons dit la composition et l'esprit.

Jean PERRE.

(*A suivre*)

Israël n'est pas viable en Palestine

Il semble que l'on ait tout écrit et tout dit sur Israël, sauf l'essentiel qui consiste à honnêtement poser une question : le nouvel Etat est-il viable en Palestine ?

Cette question est importante puisque même dans le cas d'une deuxième victoire d'Israël par les armes, le problème n'en sera pas épuisé pour une bataille. Il existe 200 millions de musulmans dont la solidarité — la France s'en aperçoit en Afrique du Nord — devient de plus en plus étroite. La Palestine-Israël menace donc de devenir un danger permanent de guerre (qu'un incident quelconque pourrait généraliser). De même que des « conseils diplomatiques » poussèrent la France à repenser ses problèmes coloniaux et, en particulier, musulmans, le moment est venu de repenser la question israélienne !

J'ai l'avantage de bien connaître le pays, le Proche et le Moyen-Orient, d'avoir vu s'élever la raffinerie de Haïffa et d'avoir quelques amis et camarades là-bas qui m'écrivent avec autant d'indignation ou de bon sens les uns que les autres suivant les tensions ou les accalmies locales. Le paradoxe veut que le berceau de Jésus soit âprement revendiqué par les adeptes des deux confessions qui ne reconnaissent pas son messianisme. Il y a des millions de kilomètres carrés inhabités à travers le monde et ce lopin de terre d'Orient menace de devenir un brûlot pour le restant du globe !

Ne soyons pas hypocrite en fixant obstinément l'idéologie, Israël est devenu un des leviers internationaux pour tenter de brouiller ou de bousculer les cartes de la stratégie pétrolière du Moyen Orient entre les trois distributeurs mondiaux de carburant : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. Cette querelle *qui constitue l'essentiel du différend* n'est d'ailleurs que rarement évoquée en public. Elle fait suite aux incidents d'Aden, de Chypre, de Buraïmi et de la participation de l'Iran au Pacte de Bagdad. Ce n'est donc qu'un incident « économico-diplomatique » parmi beaucoup d'autres plus ou moins ignorés, mais un incident dont les aspects confessionnels peuvent devenir la goutte d'eau du vase.

Quand Lord Balfour promit aux Israélites de leur donner une patrie, le but britannique n'était pas purement altruiste. Londres tenait le mandat sur la Palestine de la S. D. N. En massant quelques dizaines de milliers d'Israélites apatrides dans ce coin

d'Asie Mineure, l'Angleterre envisageait la constitution d'un « bloc antimusulman » sous sa protection, dévoué, donc qui constituerait une garde d'élite des immenses aménagements pétroliers dans ce morceau d'ancienne Turquie. Elle choisit Haïffa comme point d'aboutissement du pipe-line transdésertique amenant directement le pétrole brut d'Irak et elle construisit la plus grande raffinerie du bassin méditerranéen à Haïffa qui devait devenir la base principale du ravitaillement en carburant de la marine britannique. Telle est la véritable origine de la promesse Balfour : bastion protecteur israélite d'un point stratégico-économique en plein pays musulman de la péninsule arabienne alors sous le contrôle sévère et plus ou moins occulte de la Grande-Bretagne.

Les Anglais furent rapidement débordés. Les appréhensions nées du racisme hitlérien, la hantise des progroms d'Europe Orientale incitèrent les Israélites à se diriger vers un Etat qui serait gouverné par eux. Cet afflux inquiéta, puis irrita le monde musulman où l'antisémitisme sévit, confessionnellement, à l'état permanent. Quand Londres s'aperçut que la promesse Balfour allait lui aliéner les pays musulmans, il était trop tard pour renverser la vapeur, malgré les mesures de blocus prises par la marine britannique contre les émigrations vers Israël. Trop tard, parce que les Israélites américains soutenus par les financiers de même confession du monde entier avaient déclaré qu'Israël s'inscrivait au rang des nouveaux pays. La Banque Kühn, Loëb et Cie, de New-York, grâce à la toute puissance du parti démocrate américain, devint l'âme et la machine de cette création. Pour accroître les fonds nécessaires au budget de Tel Aviv, elle obtint que le Département de Washington imposât un traité germano-israélien au Chancelier Adenauer, reconnaissant le versement d'une indemnité considérable à l'Etat d'Israël... qui n'existait pas au moment de la deuxième guerre mondiale. Ce traité de Luxembourg pesa assez lourdement en faveur des « nein » sarrois lors du referendum d'octobre 1955.

Lorsqu'en 1947, l'O. N. U. décida le partage de la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe séparés, elle démontra que l'enfer pouvait être pavé de bonnes intentions. La Palestine est un pays pauvre ; comme tous les pays désertiques, elle ne peut se permettre de nourrir qu'un nombre limité d'habitants. Le fellah palestinien a trois siècles de retard sur le plus isolé des fellahs algériens. Aucune organisation décente, pas même l'idée de ce que peut signifier les expressions « avantages sociaux », « suffrage universel », etc... A peu près comme le fellah égyptien et comme tous les ruraux d'Asie Mineure. Ces gens vivaient sur un sol par habitude, de vingt petites choses ne leur permettant pas de mourir. D'un seul coup, Israël expulsa tous les musulmans de son territoire. Plus d'un demi-million d'Arabes se réfugia dans l'enclave de Gaza. Leur misère est indescriptible et telle que l'O. N. U. verse d'importants subsides pour alléger les Palestiniens chassés de chez eux. Tout est paradoxe dans cette affaire parce que les Israéliens rassemblés en Palestine par suite de mesures raciales ne se souvinrent plus des méfaits subis et appliquèrent le même traitement aux Arabes vivant sur *leurs* terres et délogés sans indemnités. Ces mesures se paient tôt ou tard.

Le général (anglais) Glubb Pacha qui commande l'armée jordanienne (en réalité, il est le maître du pays) jugea sévèrement l'attitude israélienne en 1949. Il la taxa « d'inhumaine » envers les Arabes, tout en laissant prévoir que la défaite musulmane de 1948 aurait des suites. Les remarques de Glubb Pacha ne pouvaient être que conformes à la politique britannique anti-israélienne, mais les enquêtes des envoyés de l'O. N. U. corroborèrent ces observations au point que les milions de dollars tentèrent d'apporter un baume sur les plaies arabes. Mais on manqua de réalistes. On laissa ces réfugiés à la porte de leurs anciennes demeures sans chercher à les diriger vers un autre lieu où une nouvelle existence pouvait s'organiser. Ce campement de la détresse et du ressentiment ne pouvait que gagner quelques degrés de plus à l'antisémitisme arabe et la Ligue Arabe prit la querelle à son compte.

La Ligue Arabe (Egypte, Arabie Séoudite, Irak, Jordanie, Yemen, Libye) c'est une trentaine de millions d'habitants encerclant Israël au 1,5 million d'habitants. En 1948, l'armement moderne israélien était tel que les musulmans furent mis rapidement en déroute.

Les musulmans, incapables de s'entendre, jaloux les uns des autres, mal armés, n'évitèrent le désastre que par la précipitation des Occidentaux à faire accepter l'armistice de Rhodes par les adversaires. On craignait alors un « débordement » du conflit. Il y eut armistice, mais jamais le traité de paix ne fut signé et les Israéliens gardèrent les territoires conquis. D'où toutes ces escarmouches et ces incidents de frontières amenant inéluctablement les opérations de plus grande envergure.

Dans l'éventualité du deuxième conflit, Israël recruta beaucoup de juifs à l'étranger. Je me trouvais dans le Sud Algérien lorsque des agents sionistes offraient 3.000 francs par jour plus des primes importantes de déplacement à ceux qui voulaient venir en Palestine. Hommes et femmes israéliens sont mobilisables à partir de 15 ans et astreints à une période annuelle d'entraînement de 30 jours. En même temps, le gouvernement de Tel-Aviv passa d'importantes commandes d'armements à l'étranger, pensant ainsi suppléer à la différence d'effectifs par des engins ultra-modernes.

A ce propos, notons une anecdote. Voici quelques mois, Radio Le Caire annonça que la France fournissait des armes aux juifs contre les musulmans dans le cadre de sa propagande quotidienne francophobe. Une enquête discrète permit d'apprendre que ce matériel — tanks lourds et gros bombardiers *que la France ne fabrique pas* — furent effectivement débarqués en Israël de navires français. Chacun connaît l'hostilité *officielle* britannique vis-à-vis d'Israël, mais le commerce demeurant roi et pour que le trafic ne soit pas trop voyant, les manutentionnaires anglais préféraient avoir recours aux transports maritimes français. Et personne ne démentit officiellement Le Caire.

Outre le non-entraînement à la guerre moderne — malgré la présence d'officiers étrangers en Egypte — les musulmans souffriront toujours d'un défaut atavique : « ... L'armée syrienne était engagée dans la guerre contre la Palestine, soutenue par

toutes les nations faisant partie de la Ligue Arabe. Soudain, et sans qu'on pût discerner la cause de cette brusque décision, tout l'effort de l'ennemi se porta sur la partie du front tenue par les contingents égyptiens et syriens qui subirent une défaite sévère. Les troupes syriennes manquaient d'approvisionnement en armes et munitions ! C'est alors que l'on apprit une affaire de fraude : le major Fouad Mardam, proche parent du premier ministre au pouvoir, avait trouvé un « job » de tout repos : il vendait à l'armée d'Israël les chargements d'armes et de munitions destinés à l'armée syrienne... » Fait divers syrien à ajouter aux arrestations de personnalités égyptiennes accusées de malversations pendant la première guerre israélo-musulmane.

Sauf ingérences étrangères (des bruits qui courent à Damas sur la présence d'officiers allemands en Arabie Séoudite et en Jordanie), tant qu'un Mustapha Kémal ne se révèlera pas pour unir le monde musulman et le plier à sa discipline, Israël pourra s'installer à Akaba ou à Beyrouth sans redouter de résistance sérieuse. Dans ces ingérences étrangères peuvent être compris des *musulmans* soviétiques, yougoslaves ou albanais... par solidarité confessionnelle.

Répétons que, tant qu'Israël ne disparaîtra pas comme Etat du Proche-Orient, la question israélo-musulmane ne sera pas considérée à son point final par les adeptes du Coran. Les transes peuvent donc durer encore longtemps.

***

Cette guerre des intolérances raciales et confessionnelles engendre des paradoxes diplomatiques qui ne sont pas sans créer certaines nervosités dont les dénouements pourraient être sensationnels.

L'O. T. A. N., parmi ses quinze adhérents, compte la Turquie grâce à la partie européenne de son territoire. L'O. T. A. N. se prolonge en Asie (ceinture du sud soviétique) par le pacte de Bagdad qui comprend la Turquie (par la partie asiatique de son territoire), l'Irak, l'Iran et le Pakistan. Le mécanisme est simple : si un des pays du Pacte de Bagdad est menacé, les quatre pays se prêtent assistance, mais comme parmi ces pays figure la Turquie, membre de l'O. T. A. N., à leur tour les quatorze autres pays se mettent en mouvement. En résumé, dix-neuf pays constituent un chaine prête à se tendre pour un nouveau Dantzig.

Parmi ces dix-neuf pays se trouve l'Irak, *à la fois membre du Pacte de Bagdad et de la Ligue Arabe.* L'Irak (traité d'alliance avec la Grande-Bretagne, garnison britannique et R. A. F. en permanence), déclara imiter l'Egypte en achetant des armes à l'U. R. S. S. Si l'Irak était vaincu dans une guerre contre Israël et subissait des attaques d'avions ennemis, le Pacte de Bagdad jouera-t-il ? Or, l'Irak est, avant tout, *l'Irak Petroleum C°.*

Israël est « l'enfant » des U. S. A. et douze députés américains demandèrent coûte que coûte et au besoin en consentant les plus larges crédits, que le Gouvernement américain envoie à Israël tous les armements nécessaires. Financièrement, les Etats-

Unis règnent en Egypte, en Arabie Séoudite (A. R. A. M. C. O.) : ils possèdent 23,75 p. cent des pétroles irakiens et ils ont un traité d'alliance et d'amitié avec la Libye. *Or, le pétrole d'Asie Mineure est une question capitale,* presque de vie ou de mort, de suprématie économique, *pour les Etats-Unis.* Déjà, malgré la toute puissance de l'A. R. A. M. C. O., le roi d'Arabie n'hésita pas à donner une sorte de monopole des transports maritimes de pétrole arabien à l'armateur grec, M. Onassis, parce que ce dernier accepta une clause raciale : l'élimination de tout employé de confession juive de ses services. Malgré le hourvari international déchaîné à cette annonce, le contrat de M. Onassis fut maintenu et confirmé. Indice extrêmement important si l'on pense à la situation quasi officielle des U. S. A. derrière Tel-Aviv (alors qu'au Maroc ils interdirent à la France de se servir d'armes made in U. S. A. contre les terroristes marocains). Cette situation devient presque inextricable pour les Américains, les « gribouilles » de la diplomatie, qui risquent, pour sauver Israël, de perdre les plus grandes réserves mondiales de carburant. Toute la politique musulmane américaine court un danger... qui n'est pas sans apporter quelques satisfactions à leur adversaire, concurrente acharnée dans le domaine pétrolier : la Grande-Bretagne dont tous les services, secrets ou non, sont en état d'alerte en Orient.

On déclare qu'après avoir aidé les Américains à déloger les Anglais d'Egypte, le colonel Nasser, a dit au diplomate américain au Caire : « Je vous hais ». L'américanophobie prend la place de l'anglophobie. On comprend mieux alors, la décision officielle de l'U. R. S. S. d'aider les pays musulmans dans leur croisade contre Israël, malgré les relations diplomatiques Tel-Aviv-Moscou renouées en 1954, malgré la présence au Praesidium soviétique de MM. Kaganovitch, Mikoyan, Chenik, etc., israélites avoués.

Le Pacte de Bagdad, manifestement dirigé contre l'U. R. S. S. surtout depuis la récente « adhésion » de l'Iran, va se trouver à une rude épreuve puisque, pratiquement, il bénéficie de l'aide du Plan Marshall et que, de l'autre, l'U. R. S. S. lui permet de réaliser ses aspirations idéologiques contre Israël. La diplomatie soviétique sauta sur l'occasion d'essayer de retourner à son profit les musulmans de l'Asie Mineure. Les erreurs psychologiques répétées des U. S. A., l'antagonisme anglo-américain lui permettront-ils de s'insérer dans les fissures pour faire croûler l'édifice ?

Le Moyen-Orient sera-t-il l'avant-première du prochain drame mondial ? C'est pour cet aspect incident que l'affaire israélienne est importante.

***

Le cas échéant, sacrifierait-on Israël comme on abandonna la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Syrie, l'Indochine ? Se battrait-on pour une réalité ou pour une illusion ?

Nous attirâmes l'attention de membres de communautés juives nord-africaines sur des journaux et revues américaines

déchaînés contre la présence française en Afrique du Nord, donc prenant fait et cause pour les musulmans. Pourtant, c'est à une cadence accélérée que partirent les juifs de Tunisie (de Djerba en particulier) et que s'en vont ceux du Maroc.

Siles Sharett, Ben Gourion et quelques autres possèdent la foi absolue de l'avenir israélien, il y a longtemps que d'autres Israélites, peut-être plus réalistes ou plus spéculateurs, tiennent Israël pour un Etat non viable en Palestine. Ils envisagèrent une position de repli des Israéliens dans le cas où, submergés par le nombre, ils seraient contraints d'abandonner la Terre Sainte. Un grand banquier tangérois israélite n'est pas étranger à la suggestion de prévoir comme lieu de refuge l'Afrique du Nord française qui comptait à ce moment (il y a quatre ans) près de 900.000 Israélites. C'est en partant de cette idée que les organes juifs américains menèrent campagne contre la France en Afrique ; cause parmi quatre autres de nos ennuis en Afrique du Nord déclenchés par des diplomaties étrangères.

Mais, dira-t-on, pourquoi s'attaquer à la France qui appliqua le décret Crémieu ? Il est admis — et les preuves sont *actuellement* dans tous les pays d'Asie Mineure — que les Gouvernements des pays indépendants musulmans ont des finances qui voisinent la détresse. Pour devenir le maître d'un de ces pays, plus sûrement qu'en l'occupant par les armes, il suffit de «tenir» ses finances, avec son économie. Or, un gouvernement ou un souverain indigène a toujours besoin d'argent. La France partie, l'Afrique du Nord deviendra ou anglaise ou américaine, suivant la surenchère du dollar ou de la livre. Pour gouverner à la place des Français, il suffira d'un groupe de financiers puissants ; du Maroc à la Tunisie en passant par l'Algérie, les tentacules financières israélites enserrent déjà une bonne partie de l'activité économique nord-africaine. Le NOMBRE, c'est-à-dire un éventuel repli israélien, conférerait un caractère nettement confessionnel quasi-national à ce pays.

« Après tout, me dit mon interlocuteur tangérois, nous étions en Afrique du Nord avant les Arabes venus d'Asie. Nous sommes des réfugiés ; ils sont des envahisseurs qui imposèrent le Coran à coups de lances ! S'ils ne sont pas contents, qu'ils retournent chez eux ! ». Cet Israélite marocain a raison. Il oublie simplement que les plus farouches antisémites de l'Afrique du Nord sont les autochtones : c'est-à-dire les Riffains, les Maures, les Kabyles, les Chaouïas et quelques autres. Alors ceux-là, où faudrait-il les reloger ? Par leurs campagnes mal informées, les organes sémitiques américains mirent leurs coreligionnaires africains en singulière posture et déclenchèrent une action politique dont les meilleurs résultats sont des ruines, des cadavres, dont pas mal d'Israélites. Malgré les ravages, souhaitons que les événements israélo-musulmans d'Asie Mineure n'aient pas leur contre-coup en Afrique du Nord déjà troublée. En 1935, nous étions à Sétif lors des émeutes anti-juives. Spectacles que nous ne demandons pas à revoir.



Cet éventuel repli d'Israël en Afrique du Nord mis à part, que représente le nouvel Etat juif de Palestine ?

J'ai sous les yeux les travaux de statisticiens sur la population juive mondiale. Les évaluations varient entre 16 et 25 millions, suivant les auteurs.

Etat d'Israël : 1,5 million d'habitants.

Que représente donc l'Etat d'Israël ? Un véritable pays ou un simple havre pour les plus malheureux et les mordus de l'idée sioniste ? Selon la logique des chiffres, nous dirons plus un hâvre qu'un véritable pays.

Un véritable pays aurait déjà rassemblé les 16 ou 25 millions d'Israélites épars dans le monde. On mène grand bruit en Israël, mais personne ne s'y rue et je trouve cette nonchalance un peu décourageante. Car enfin, si Israël comptait une bonne quinzaine de millions d'habitants, il n'y aurait pas de question musulmane, les indigènes seraient attelés au char de Moïse aussi intimement qu'ils le furent dans la maison d'Abraham. Donc, ce manque de chaleur pour venir habiter un pays tout neuf pourrait expliquer la réflexion du directeur commercial israélite d'une grande firme-pilote parisienne de Travaux publics : *« Je préfèrerais me suicider que d'aller vivre en Israël ! »* Est-ce que le collectivisme d'Etat ne convient pas à l'individualisme juif, à la chance par le risque personnel ? Est-ce que les Israéliens sont tous aussi forts les uns que les autres, ce qui ne permet pas de « victimes » ? Il doit certainement y avoir un vice de base pour qu'Israël ne réunisse pas dans une nation libre et indépendante le dixième de sa « population » mondiale.

Le vice de base d'Israël, nous le connaissons, c'est le pays lui-même. L'attirance « biblique », la Thora, fit fi du réalisme. Le sable n'est que du sable. Pour attirer, il faut pouvoir donner à manger. Le blanc juif est soumis à une vie d'Arabe, d'Arabe « évolué » si l'on veut, mais à une vie d'indigène ; tel est le drame d'Israël qui ne captive pas les Israélites ou qui ne les captive que de loin puisque le Gouvernement de Tel-Aviv offre gratuitement le voyage à qui vient sans espoir de retour. Les hauts-lieux ancestraux sont un leurre et quand une œuvre est à la merci constante de voisins rendus méchants par l'injustice, la construction de longue haleine peut décourager les plus entreprenants. Tant pis pour les petits Finaly !

Il était normal et légitime que les Israélites cherchent à se rassembler dans un pays pour constituer un peuple libre et indépendant avec religion d'Etat au besoin. Encore fallait-il chercher ce lieu qui ne limitait pas le nombre, qui n'avait pas l'hostilité de la nature contre lui ! Israël, race qui porta au maximum l'interpénétration, se devait d'accepter une coexistence qui eut facilité son ascension. Les Mozabites admirent les « Arabes agrégés » sans rien renier de leur théocratie larvée. En chassant les Arabes de leurs propres terres, ils justifièrent par avance d'éventuels sévices qu'eux-mêmes dénoncent dans leurs organes. Le droit de vivre n'est pas une voie à sens unique et il est tout de même présomptueux de s'en prendre à 200 millions de musulmans lorsqu'on veut vivre en paix.

Si le monde doit demeurer sous une constante menace de baril de poudre pour un million et demi d'Israélites installés en plein cœur musulman, le monde de bonne volonté doit cher-

cher l'emplacement d'un autre Etat d'Israël. Pourquoi pas Madagascar, au point où la France en est de ses colonies ? Dans la Grande Ile, il y a de quoi créer un Monde nouveau ! Un autre pays, le Brésil, concèderait peut-être un Etat ! Pays plein d'avenir, caoutchouc, pétrole, etc., des villes à créer en toute quiétude, quelque Métropolis à l'abri des entreprises confessionnelles ennemies. A la condition, bien entendu, que tous les Israélites de la terre acceptent le rendez-vous enfin définitif du rassemblement d'un peuple ! Car il ne serait pas juste qu'un tout petit pays d'un million et demi d'habitants conserve des colonies comme les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, etc. où les indigènes admettent facilement et avec la plus large tolérance toutes les interpénétrations, malgré le déferlement de l'anti-colonialisme.

***

Le problème israélien est à repenser. Israël n'est pas viable en Palestine et ce ne sont pas quelques milliers de morts de plus ou de moins qui résoudront la question de l'exiguité d'un pays pour recueillir tous ses citoyens épars à travers le monde. Climat et possibilités naturelles intervenant au premier plan, le Brésil, aux quatre cinquièmes inconnu et inhabité semble la relève idéale pour un Israël installé en Palestine sans l'assentiment des Arabes, donc peut-être installables au Brésil au pis aller sans l'assentiment des Brésiliens. Ayant l'espace décent et la sécurité, le nouvel Israël serait aidé par tous les autres pays qui auraient à cœur de promulguer des lois, même d'assistance, pour permettre à tous les Israélites sans exception d'aller constituer cet Etat-monstre dans un monde nouveau.

Et en œuvrant pour Israël et sa pérennité nous travaillerions pour la Paix du monde en écartant deux pôles producteurs d'étincelles incendiaires. Un érudit arabe m'a dit qu'une vieille légende musulmane prétendait que « lorsque les juifs règneront à nouveau en Palestine, la fin de monde sera proche ». (A rapprocher du dicton thibétain : « Quand le dalaï-lama ne sera plus le maître du Thibet la nuit du monde commencera »). Pour ces raisons, ajoutées surtout à celles qui précèdent, demandons si un pays qui chassa plus d'un demi-million d'indigènes de chez eux — et qui n'eut pas les histoires de la France coupable d'évincer un seul sultan — a le droit de troubler la paix du monde quand ses excès se retournent contre lui ? La vérité est qu'Israël n'a jamais eu sa place en plein fief musulman. C'était peut-être aussi l'avis du comte Bernadotte, délégué de l'O. N. U., assassiné pendant une tournée d'information en Palestine.

Pierre NAVARRE.

N. B. — Précédemment, dans « D. O. », sous le titre *La presse et l'opinion*, j'analysais les difficultés d'une presse indépendante à créer ainsi que le divorce réel entre la presse et l'opinion. Nos arguments s'inspiraient de la connaissance du métier et de la température du pays. Nous

ne spéculâmes pas sur les illusions en écrivant que même avec un milliard, un bon professionnel ne pouvait garantir la réussite d'un nouveau quotidien de Paris. L'aventure de *l'Express* confirme point par point ce que nous avançâmes.

L'argent ne manquait pas à ses créateurs, ni les leaders comme P. M. F. et Mauriac et Camus. Résultat: un four noir malgré un lancement tumultueux d'une « Soirée de Paris » (avec présence effective de l'ambassadeur de Grande-Bretagne), malgré la large publicité des coréligionnaires de « France-Dimanche », « Samedi Soir , etc...

Ainsi est démontrée la fin du quotidien français d'opinion.

Nous eûmes raison d'écrire qu'il ne fallait croire qu'au grand hebdomadaire bien compris. *L'Express* hebdomadaire tirait à environ 150.000 et remplissait une tribune. *L'Express* quotidien n'existe plus comme poids de l'opinion. Preuve qu'un hebdo peut recruter une clientèle dans tous les bords s'il est intéressant et bien fait... quitte à ne pas partager la doctrine de son leader. Dans ce genre d'hebdomadaire des places sont encore à prendre car nous ne croyons pas aux efforts de quelques organes déjà connus pour tenter de récupérer la clientèle de *l'Express*. Un gros noyau de Français veulent bien s'intéresser encore à des choses sérieuses, sans se désintoxiquer de « leur lecture quotidienne habituelle » dans laquelle Madame trouve la suite de son feuilleton pour s'endormir. La « reconversion » ne marcha pas. Il en sera ainsi dans tous les domaines tant que des « chapelles » s'agitant dans une tour d'ivoire s'imagineront que leur propre brouhaha est celui du monde ou, pour être plus restreint, la pensée du pays réel, c'est-à-dire celui qui produit et ne vit pas uniquement d'intermédiérat.

P. N.

La maladie du président Eisenhower

La maladie du Président Eisenhower a suscité dans les milieux politiques et financiers américains une émotion dont les Français n'ont qu'une idée assez faible. Ils ont seulement su, parce que cette réaction a eu des répercussions sur toutes les grandes places financières, que le 27 septembre, les cours de la bourse de New-York s'étaient effondrés d'une façon presque aussi spectaculaire que lors de la grande crise de 1929.

Mais, en 1929, la crise était sans remède immédiat : elle provenait d'une situation économique et financière malsaine. Tandis qu'au mois de septembre, elle trahissait uniquement l'émotion des puissances capitalistes qui ont intérêt au maintien de M. Eisenhower à la Maison Blanche.

Dès qu'elles ont su que les précautions avaient été prises contre les dangers les plus pressants, elles ont retrouvé leur sang-froid et la bourse de New-York a fait preuve de son optimisme habituel ou, tout au moins, d'un optimisme de commande suffisant pour la régularité des cours.

Il faut, en effet, se souvenir que M. Eisenhower a été élu contre Taft par les « internationalistes » qui veulent à tout prix sauver l'essentiel de la politique de Roosevelt. Or, depuis de longs mois, ce clan a lancé une prodigieuse campagne de publicité en faveur de la « co-existence » ; la conférence de Genève est son œuvre et comme, sur le plan pratique, l'échec de cette conférence a été total, il faut, de toute nécessité, profiter des effets du mirage pendant qu'ils sont encore sensibles et empêcher des incrédules ou des anti-communistes convaincus de tenir aux délégués soviétiques le langage de la fermeté et de revenir dans le domaine diplomatique comme dans celui de la campagne électorale de 1956, à la thèse du « refoulement » du communisme.

Pour que ce grand dessein réussisse, il y a un homme à écar-

ter dans la mesure du possible, c'est le vice-président Richard Nixon.

La Constitution des Etats-Unis a prévu un vice-président pour que ce dernier puisse remplacer le Président défaillant. Une présidence, qui jouit de pouvoirs très étendus, ne peut, en effet, rester sans titulaire, car l'appareil de l'Etat tout entier risquerait d'être paralysé. C'est ainsi qu'à la mort de Roosevelt, le vice-président Truman a pris sa place sans que l'on ait eu besoin d'en appeler au peuple souverain.

Mais pour le clan révolutionnaire qui a profité de deux grandes guerres pour bouleverser le monde, le F .·. Truman, 33°, ancien Grand Maître de la Grande Loge du Kansas, désigné à la vice-présidence des Etats-Unis après entente avec le chef syndicaliste Sidney Hillman, Truman, homme de gauche confirmé, ne pouvait constituer un obstacle.



Tel n'est pas le cas de Richard Nixon. Cet homme jeune (il a 42 ans), intelligent, dynamique, a un terrible passé : anticommuniste convaincu, il a été chasseur de sorcières avant la lettre ; avec le Représentant Stripling, il a fait condamner Alger Hiss, chef de l'espionnage soviétique au Ministère des Affaires étrangères. Il a été un précurseur de Mac Carthy. Excellent orateur, il a fait une magnifique campagne contre les Démocrates lors des dernières élections législatives ; seul ou presque, il a montré les complaisances passées de ce parti pour les Soviets et s'il avait été suivi par le Président Eisenhower, ce dernier ne se trouverait pas au Congrès en face d'une majorité hostile depuis un an.

Le clan de gauche de l'A. D. A. a déjà cherché à semer des obstacles contre Nixon ; s'il n'a pas réussi à l'écarter de la Maison Blanche ou à l'y faire mettre en pénitence au lendemain des élections, il a tenté de le compromettre aux yeux de ses amis, en faisant courir le bruit qu'il avait accepté une mission à Moscou

Aussi Nixon a-t-il tenu à préciser sa position, le 30 août, lors du Congrès des vétérans des guerres étrangères. Cinq obstacles, a-t-il déclaré, demeurent sur le chemin de la paix et seuls les dirigeants soviétiques ont le pouvoir, s'ils le désirent, de les éliminer :

1). La division artificielle de l'Allemagne causée par le refus soviétique de consentir à des élections libres ;

2). La course aux armements et la crainte d'une attaque-surprise atomique qui persistera tant que les dirigeants soviétiques n'accepteront pas un système adéquat d'inspection ;

3). Le rideau de fil de fer barbelé, de mines et de mitrailleuses qu'ils ont dressé au milieu de l'Europe ;

4). Le statut colonial des Etats communistes satellites de l'Est européen ;

5). Le réseau d'espionnage communiste dirigé de Moscou et qui s'étend dans tous les pays libres du monde.

« Tant que ces facteurs existeront, a ajouté Richard Nixon, il ne peut y avoir de paix réelle en Europe et dans le reste du monde ».

Nous sommes loin du battage publicitaire fait par les thuriféraires trop zélés autour des faits et gestes du Président : « *Je suis en correspondance avec mon « vieil ami » Joukov depuis trois semaines* »... « *Ike et Joukov ont déjeuné « en garçons* »... « *Un coup de maître : la déclaration d'Eisenhower sur le désarmement* ». (Il s'agissait, on s'en souvient, d'une chimérique inspection réciproque, assortie du survol et du repérage photographique des installations militaires, déjà prévue dans le plan Baruch soumis aux Nations Unies en 1946 et que les Russes n'ont pas plus envie d'accepter qu'il y a dix ans).

C'est peut-être précisément parce que, comme d'habitude, « la semaine historique » a pris fin sur un « niet » que le clan de l'A. D. A. est si enragé contre la délégation de pouvoirs au vice-président Nixon.

Pour l'éviter, Sherman Adams, directeur du cabinet du Président, a fait, avec l'aide de Hagerty, chef du service de presse, une petit coup d'Etat. Il est allé s'installer à Denver auprès d'Eisenhower et s'est fait suivre d'une délégation de quatre-vingts membres du personnel de la Maison Blanche. Une fois là, Hagerty et lui ont littéralement chambré le Président et joué de l'état de son cœur pour filtrer nouvelles et visiteurs tant qu'ils ont pu.

***

Sherman Adams, (« Sherm »), qui est peu connu en Europe, n'est pas un personnage de second plan. Il appartient à la catégorie, si bien décrite par Augustin Cochin, des « tireurs de ficelles ». Sans doute les tire-t-il pour d'autres qui aiment encore moins que lui la publicité, mais, au poste qu'il occupe, il est à même d'en tirer un nombre respectable. Il a, d'ailleurs, une

grande expérience et peut influer sur l'esprit du Président, plus jeune que lui dans le métier politique. Ancien parlementaire, puis gouverneur de New-Hampshire, il a fait campagne pour M. Eisenhower lors de l'élection primaire dans cet Etat et s'est imposé pour les services rendus. C'est un personnage d'esprit souple : classé parmi les « progressistes modérés » (1), il sait à l'occasion faire plaisir au grand capital et l'a prouvé lors du règlement de l'affaire Dixon-Yates où il a permis à de grandes entreprises privées de reprendre pied dans le fief de la gouvernementale *Tennessee Valley Authority.* Par contre, il a été l'un des agents les plus actifs du complot contre Mac Carthy. Aussi, les gens de gauche, du financier Baruch au plus humble des journalistes, sont-il contents de le savoir au centre des bureaux de la Maison Blanche. Ils sont assurés, grâce à lui, d'avoir près d'Eisenhower un homme qui veille au grain et pour ceux qui douteraient de l'intimité de « Sherm » et d'Ike, ce dernier n'a pas craint de dire : « La seule personne qui sache exactement ce que j'essaie de faire est Sherman Adams ».

Mais si Sherman Adams a les moyens d'influencer le Président et de l'amener à prendre des initiatives que toute autre Républicain jugerait compromettantes, il n'a pas qualité pour agir à sa place. Il peut lui faire signer des pièces, préparer ses déclarations ; il peut assez lui mâcher la besogne pour que sa défaillance ne soit pas manifeste. Il ne peut pas se mettre sur le devant de la scène. Il peut à l'intérieur des Etats-Unis sauver les meubles de l'équipe de gauche républicaine, mais il reste un domaine sur lequel il est sans prise : celui de la diplomatie. C'est ce qui inquiète les libéraux de toutes nuances et faisait écrire au correspondant du *Figaro,* le 28 septembre :

« *Son rôle personnel* (celui d'Eisenhower) *au cours de ces dernières années a été discret, mais immense. C'est lui, et lui seul, qui a orienté la politique des Etats-Unis dans la voie de la patience et de la détente... Genève et le contact « les yeux dans les yeux » avec Boulganine et Joukov n'auraient pas été possibles sans le fait de la présence physique du Président. Et M. Eisenhower est probablement la seule personnalité politique qui ait été en mesure de faire accepter sans opposition cette politique par son pays...*

... Ce qui paraît inévitable et inquiétant... c'est un ralentissement dans les initiatives et des maladresses dans l'exécution. »

(1) *Newsweek,* 10 janvier 1955, p. 15.

Le maladroit dont les libéraux craignent les entreprises est Foster Dulles. Il n'a suivi M. Eisenhower à Genève qu'à contre-cœur. A la tribune de l'O. N. U., le 22 septembre, il n'a pas hésité à déclarer à l'U. R. S. S. :

« *L'ère ouverte par l'esprit de Genève devra voir la renonciation à la force... Profitez maintenant des offres de sécurité des Occidentaux qui ne se renouvelleront peut-être pas.* »

Le 10 octobre, un peu agacé peut-être par les manœuvres de Baruch, de Stassen et de Jules Moch en faveur du désarmement, il a condamné le neutralisme devant l'*American Legion* et dit :

« *Cette fois-ci, nous ne désarmerons pas avant les autres... Il n'y aura pas de paix à n'importe quel prix... L'opinion mondiale contraindra l'U. R. S. S. à libérer les « satellites.* »

Ce qui revenait au « refoulement » du communisme.

Il ne faut donc pas s'étonner que M. Foster Dulles se soit fait donner un blanc seing par le Président avant de repartir pour Genève. En agissant ainsi, il était sûr de ne pas inquiéter le cardiologue et Madame Eisenhower ; il ne risquait pas de fatiguer Ike en retenant trop longtemps son attention. Sherman Adams et les autres membres de la « garde du Palais », qu'il n'avait pas pris le temps de consulter, se consolèrent en proclamant que M. Nixon ne l'avait pas été non plus.



La défaillance présidentielle crée donc un certain désordre. Il y a désormais deux politiques étrangères : celle de M. Foster Dulles et celle de Harold Stassen, qui suit les travaux de la conférence du désarmement à l'O. N. U., et deux politiques intérieures : une de droite, celle du vice-président Nixon ; une de gauche, celle de Sherman Adams et des fonctionnaires de la Maison Blanche.

Nous nous permettrons de remarquer timidement que cela fait trois fois en moins de quarante ans qu'un clan maintient en place un Président fatigué afin de poursuivre une politique « progressiste » dans le monde.

On nous disait qu'un des inconvénients du régime monarchique était que le pays devait attendre patiemment la mort d'un roi malade. Nous constatons que lorsqu'un politicien élu fait bien les affaires du parti qui tient les avenues du pouvoir, les électeurs ne sont pas informés de son état et que ses amis, tout en se réclamant du peuple, gouvernent aux nom et place

du chef de l'Etat avec plus d'audace que n'auraient pu le faire des courtisans qui ne prétendaient pas exprimer la volonté générale.

Pour l'honneur des Etats-Unis, il existe cependant des journalistes qui trouvent ce jeu malhonnête et n'hésitent pas à l'écrire.

Voici les quelques mots que nous trouvons sous la plume d'Henry Hazlitt, un des rédacteurs les plus éminents de *Newsweek*, le 17 octobre 1955 :

« La façon la plus simple et la plus sûre d'assurer au Président le repos dont il a besoin et d'éviter, en même temps, les multiples dangers d'un gouvernement temporairement sans tête est d'obtenir le consentement de M. Eisenhower pour la tenue d'une session spéciale du Congrès afin de lui soumettre un simple projet de loi permettant au Président de déléguer autant de pouvoirs et de charges au vice-président qu'il le jugerait nécessaire et de retirer cette délégation à tout moment qu'il jugerait convenable... Cela lui donnerait l'assurance que le vice-président pourrait prendre toutes les décisions et entreprendre toutes les actions qui seraient nécessaires jusqu'à la complète guérison du Président et cela donnerait l'assurance que de telles actions seraient légales. »

Il y a peu de chances que ce projet de loi soit jamais soumis à l'examen du Congrès. Il faut seulement souhaiter qu'aucune crise grave, dans le Moyen-Orient ou ailleurs, n'oblige le Gouvernement américain à prendre une décision importante pendant qu'il est ainsi paralysé.

Le Président Eisenhower est rentré le 11 novembre de Denver et Washington et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, il se repose dans sa ferme de Gettysburg. A l'avenir, toutes les dispositions seront prises pour décharger M. Eisenhower de ses obligations « secondaires » ou de représentation de façon à ce qu'il puisse réserver ses forces aux grands problèmes de l'heure.

Cela veut dire que l'équipe qui gouverne au nom du Président ne peut plus le faire impunément à Denver. Mais, à nos yeux, que la chose se passe à Denver ou à Washington, peu importe. La question posée par Henry Hazlitt reste entière.

Elle le reste tellement que la campagne de dénigrement contre Richard Dixon se développe.

Georges OLLIVIER.

Petite histoire de "Défense de l'Occident"

Il y a trois ans paraissait le premier numéro de « Défense de l'Occident ».

Nous ne nous donnerons pas le ridicule de prendre un ton solennel pour saluer cet anniversaire. D'ailleurs, il n'est guère d'usage pour une revue de rappeler sa date de naissance avant qu'elle ait atteint le demi-siècle. Nous ne savons pas si notre « Défense de l'Occident » parviendra à un âge aussi respectable. Nous savons au contraire que, malgré nos efforts et des progrès incontestables dans sa présentation et sa diffusion, elle est encore une très petite revue dont l'influence, en raison de l'insuffisance et de la précarité de nos moyens est loin d'être aussi étendue que nous le souhaiterions.

Ce que nous voudrions simplement, c'est associer plus étroitement nos lecteurs à notre vie, en leur racontant familièrement notre histoire, en leur disant très franchement ce qu'ont été nos difficultés et en faisant avec eux le bilan de trois années d'efforts.

La naissance de « Défense de l'Occident » en décembre 1952 fut sans éclat et passa à peu près complètement inaperçue. Pas de champagne, ni de discours pour saluer l'événement, mais seulement quelques camarades réunis un soir en fin de semaine dans une petite salle poussiéreuse et mal éclairée des « Sociétés Savantes ».

Un tirage très faible, conséquence de notre pauvreté, ne nous permettait en outre d'envisager aucune diffusion commerciale.

D'ailleurs, notre intention première n'était pas, à proprement parler, de faire une revue politique et nous ne cherchions pas un succès commercial. Le modeste bulletin de trente-deux pages qu'était alors « Défense de l'Occident » ne prétendait ni à cette dignité, ni à ce succès. Nous voulions seulement donner un moyen d'expression au Mouvement Populaire Européen dont, pour donner une suite pratique aux entretiens que nous avions eus à Rome et à Malmö avec les représentants des divers groupements européens se réclamant du socialisme national, nous proposions alors la création.

C'est dans cette intention que nous avions consacré l'essentiel de notre premier numéro à la reproduction d'un manifeste où étaient exposés les principes d'action et les objectifs du mouvement. « Défense de l'Occident » devait essentiellement avoir pour tâche, dans notre esprit, de diffuser parmi les militants, la doctrine et les mots d'ordre du Mouvement. Comme

nous étions dépourvus d'argent, nous ne pouvions envisager de leur en faire gratuitement le service et nous leur demandions de s'y abonner, mais nous ne projetions pas de la faire distribuer par les messageries.

***

Le nombre très restreint de réactions positives provoquées par la diffusion pourtant limitée de notre manifeste devait, malheureusement, nous amener assez rapidement à conclure que la création du Mouvement Populaire Européen était un peu prématurée. En outre, il nous apparut très vite comme certain que nous ne pourrions pas, à supposer même que ces réactions deviennent plus nombreuses, réunir dans des délais raisonnables, les moyens matériels indispensables à l'organisation et à l'administration du Mouvement. Sans argent, nous ne pouvions avoir ni bureau, ni personnel de secrétariat régulièrement appointé. Aucun de nos camarades, ne pouvait au surplus, assumer bénévolement les charges d'un secrétariat permanent. Fallait-il, dans ces conditions, renoncer à la publication de « Défense de l'Occident » puisque les circonstances nous obligeaient à renoncer à la fondation du Mouvement dont elle devait être l'organe intérieur ? Nous ne le pensâmes pas. D'une part, nous avions recueilli, en deux mois, près d'une centaine d'abonnements et il nous était moralement difficile de décevoir ainsi ceux qui nous avaient fait confiance dès le départ, d'autre part, si nous renoncions à cette publication, nous n'aurions plus aucun moyen d'exprimer et de faire connaître des idées que certains considéraient comme les plus originales et les plus neuves qui se soient jusqu'alors manifestées dans l'opposition au régime et qu'au surplus nous étions les seuls à défendre.

En maintenant au contraire la publication de notre revue et en reportant sur elle le gros de notre effort, nous estimions, et seul l'avenir nous dira si nous avons eu tort ou raison, conserver les chances d'avenir d'un mouvement animé par les principes de notre manifeste de 1952.

En mars 1953, nous décidions donc d'augmenter le tirage de « Défense de l'Occident », d'accroître le nombre de ses pages de trente-deux à quarante-huit sans augmenter son prix de vente, et de la diffuser commercialement par les Messageries de Presse.

Les six premiers mois de l'existence de « Défense de l'Occident » s'écoulèrent sous le signe de la plus totale pauvreté et dans une atmosphère de camaraderie tout à fait plaisante. Nous ne disposions d'aucun local à nous et nous nous réunissions là où l'on voulait bien nous offrir l'hospitalité. Très vite cependant, nos camarades Bonifacio et Philip de Lus mirent à notre disposition au journal « La Victoire », dont ils s'occupaient à cette époque, deux petites pièces où nous nous retrouvions deux soirs par semaine pour préparer l'envoi de nos exemplaires de propagande.

Cette besogne, il faut bien l'avouer, assez fastidieuse, s'effectuait dans des conditions tout à fait « artisanales » qui n'évoquaient en rien celles des entreprises parisiennes de « routage ». Il fallait découper les bandes d'envoi, écrire à la main plusieurs

centaines d'adresses, plier autant d'exemplaires, les mettre sous bande, les timbrer et les poster. Une dizaine de camarades nous apportèrent régulièrement leur concours dans cette tâche ingrate, et ils nous aidèrent ainsi très efficacement à surmonter les difficultés de nos débuts. Quant à la rédaction et à la fabrication de la revue, elles soulevaient, en raison de notre impécuniosité, les problèmes les plus épineux. Nos moyens ne nous permettaient pas, et ils ne nous permettent toujours pas, est-il besoin de le dire, d'avoir un budget de rédaction. Nous ne pouvions avoir dans ces conditions, aucun collaborateur régulier et d'un renom suffisant pour attirer vers notre revue des lecteurs non prévenus. Nous ne pouvions guère compter, de temps à autre, que sur les collaborations bénévoles d'amis acceptant d'écrire un article pour une petite publication d'assez pauvre mine et n'ayant que quelques centaines de lecteurs.

Maurice Bardèche, sur qui reposaient pratiquement à cette époque toutes les responsabilités rédactionnelles, en fut souvent réduit, il ne m'en voudra pas, je l'espère, de le dire aujourd'hui, à remplir à lui tout seul les quarante-huit pages de nos premiers numéros. Il en écrivait l'éditorial, bien entendu, mais il en rédigeait également les échos et devait la plupart du temps traduire lui-même les articles ou études que nous empruntions à la presse étrangère faute d'articles originaux. Une improvisation inévitable et qu'il était le premier à déplorer présida bien souvent à l'élaboration de nos six premiers numéros.

La question du choix de l'imprimerie ne fut pas facile non plus à résoudre. Nous dûmes, pour des raisons financières, renoncer dès le troisième numéro, à faire imprimer « Défense de l'Occident » à Paris et nous « replier » sur une imprimerie de province. Celle-ci étant située à plus de cinq cents kilomètres de Paris, notre tâche, on s'en doute, n'en fut pas facilitée.

Pourtant le nombre de nos abonnés augmentait et quand arriva l'été 1953, nous pouvions nous dire, non pas, certes, que la partie était gagnée et l'avenir de la revue assuré, il ne l'est toujours pas, mais que, sans aucun doute, la période la plus dure était franchie.

Seuls les amis les plus fidèles, et ils étaient peu nombreux, étaient restés, mais nous savions que nous pouvions compter sur eux. Il y avait Jean Lesieur, qui se montrait rarement parmi nous, mais dont l'amitié était efficace, il y avait Maurice Mestat, bref et précis,et ponctuel, accomplissant avec discrétion un travail souvent ingrat, il y avait, toujours souriante, notre excellente amie Madame Bouyssou, à la gentillesse et au dévouement également inépuisables.

Les vacances interrompirent pour trois mois la publication de « Défense de l'Occident », car notre petite équipe était trop réduite pour assurer dans l'inévitable dispersion des mois d'été la parution régulière de la revue.

La rentrée d'octobre nous retrouva sans toit, « La Victoire » ayant cessé de paraître, et le bureau de Maurice Bardèche, le petit appartement de la rue Rataud, derrière l'Ecole Normale, qu'anime encore le souvenir de Robert Brasillach, se transforma alternativement, plusieurs fois par mois, en salle de rédaction et en arrière-boutique d'éditeur. C'est là que nous n'avons cessé depuis de nous réunir ; c'est dans cette petite pièce claire et

gaie dont la fenêtre s'ouvre sur une calme cour ornée d'un arbre élégant et mélancolique que depuis deux ans nous préparons chaque numéro de « Défense de l'Occident ». Je peux le dire, parce que c'est vrai, nous y avons toujours travaillé dans la gaieté et dans un climat d'amitié que nous n'oublierons jamais. La maison est pleine d'enfants, de leurs rires et de leurs cris et notre travail fit bon ménage avec leurs jeux. Très vite d'ailleurs ils voulurent jouer à « Défense de l'Occident », ce jeu des grandes personnes et nous apportèrent un renfort inattendu. On vit Jacques confectionner des bandes et Pierre-Philippe coller des timbres ; tous les espoirs nous étaient permis puisque la jeune génération était avec nous.

A la fin de l'année, encouragés par la progression lente mais régulière des abonnements, nous prenions la décision de développer à nouveau la revue et le premier numéro de 1954 parut avec soixante-quatre pages. Un nouveau collaborateur, dont la fidélité ne s'est pas, depuis, démentie, nous arrivait en la personne de Pierre Fontaine, journaliste chevronné, parfait connaisseur des problèmes d'Afrique du Nord, dont nous aimions l'étonnante liberté de jugement à l'égard des hommes et des événements. Pour « aérer » un peu la revue à laquelle on reprochait parfois, avec raison, sa sécheresse, Maurice Bardèche décidait de publier les souvenirs de guerre inédits de Robert Brasillach, le « Journal d'un homme occupé ». On y retrouvait avec une joie mêlée de regret le goût de l'amitié, l'amour de la vie et ce ton à la fois grave et léger qui avait enchanté fort les lecteurs de « Notre avant-guerre ».

Ils parurent sur six numéros, de janvier à juillet, époque très importante de la vie de « Défense de l'Occident ». C'est au cours de ces mois que nous avons fait un très grand effort pour sélectionner les informations et les documents, surtout étrangers, que nos lecteurs n'avaient aucune chance de trouver dans la presse française. Cela nous imposait un gros travail de lecture et de traduction des journaux et documents étrangers que nous recevions en assez grand nombre.



Sur le plan matériel, nous avions décidé à l'automne précédent, dans l'espoir de faciliter notre travail, d'imprimer de nouveau la revue à Paris. Nous nous souviendrons longtemps de la petite imprimerie de Vaugirard à laquelle nous nous étions adressés. Le matériel y était vieux et perpétuellement en panne, le personnel mal et irrégulièrement payé. Le chef d'atelier, brave homme s'il en fut, mais un peu brouillon, semblait toujours dépassé par les événements. La composition et le tirage de « Défense de l'Occident » en subissaient l'inévitable contrecoup. Nous nous désespérions de voir tant de mastics et de coquilles défigurer de nombreux articles dont nous croyions pourtant avoir corrigé avec soin les épreuves. Que de couvertures marbrées ou délavées, malgré les frais supplémentaires que nous avions estimés nécessaires de faire en achetant un beau papier glacé !

Ces imperfections qui nous désolaient ne décourageaient pourtant pas de nouveaux lecteurs de s'abonner ou de nouveaux collaborateurs de venir à nous. Dans le numéro d'août, dont

Maurice Bardèche qui se reposait sur la côte roussillonnaise après quelques jours d'un embastillement qui nous avait inspiré de vives inquiétudes pour l'avenir de la revue, nous avait laissé à Maurice Mestat et à moi-même l'entière responsabilité paraissait le premier article de Pierre Hofstetter. Correspondant à Londres de plusieurs journaux suisses, Pierre Hofstetter parvient mal à dissimuler derrière une absence de loquacité toute britannique la grande fermeté de ses convictions.

En octobre, Georges Ollivier, auquel la maçonnerie avait fait payer cher en 1944 les études remarquables qu'il avait publiées sur les responsabilités dans le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, acceptait de nous donner chaque mois une chronique principalement consacrée à la vie politique américaine. A la fin de décembre, c'était au tour du Général Perré, analyste perspicace des grandes tendances de la stratégie contemporaine, de nous rejoindre.

L'intérêt que manifestaient de manière aussi tangible à notre action des journalistes auxquels nous ne pouvions pourtant offrir aucune rémunération, nous récompensait largement du travail, souvent ingrat, que nous avions accompli depuis 1952. Il nous consolait aussi, dans une certaine mesure, de l'espoir déçu que nous eûmes vers la fin de l'année de surmonter les difficultés financières qui avaient jusqu'alors freiné le développement de la revue.

Cet espoir pourtant, pour imprudent qu'il ait été, nous fit faire un grand pas en avant et métamorphosa complètement « Défense de l'Occident ». En janvier 1955, en effet, la revue passait de soixante-quatre à quatre-vingts pages, doublait son tirage, s'enrichissait de nouvelles rubriques et avait, il faut le dire, assez bonne mine sous son originale couverture dessinée par une peintre de nos amis. Nous avons parallèlement mis sur pied une nouvelle organisation qui avait pour but d'alléger au maximum pour notre petite équipe le travail de prospection que le pari que nous faisions ainsi sur l'avenir nous faisait une nécessité absolue d'intensifier.



Les résultats que nous avons obtenus depuis le début de cette année montrent que de nombreux amis ont mesuré l'effort périlleux que nous faisions en leur offrant pour un prix inchangé une revue beaucoup plus variée et complète qu'avant. Ils nous laissent espérer que le pari dont je viens de parler, ne tournera pas à notre confusion.

Certes, « Défense de l'Occident » est loin d'être la grande revue qui manque à l'opposition au régime. La formule qui nous est encore actuellement imposée par les conditions matérielles dans lesquelles nous paraissons ne nous permet que très rarement de nous évader du commentaire de l'actualité et de nous confronter aux idées aussi souvent qu'aux faits. Il nous faudrait un format plus important et plus de pages pour publier les articles de doctrine, les analyses économiques et sociales et les textes littéraires qui seuls pourraient faire de « Défense de l'Occident » une revue d'idées exerçant sur la jeunesse nationaliste une influence comparable à celle des « Temps modernes » sur la jeunesse de gauche.

Pour faire une telle revue, il faudrait, hélas, beaucoup d'argent, c'est-à-dire beaucoup plus d'abonnés que nous n'en avons actuellement. Notre avenir est donc entre les mains de nos amis ; c'est à eux de nous dire s'ils veulent nous donner les moyens qu'implique la réalisation de tels projets.

Pour le passé, nous n'en tirons nulle vanité, mais nous pouvons dire que sans bureau, sans administration (« Défense de l'Occident » n'a pas, comme le croient certains lecteurs, de « Service des abonnements ». Ce sont les mêmes camarades qui en assurent bénévolement les tâches, qui participent au comité de rédaction et qui s'occupent du montage et de l'habillage de chaque numéro), sans aucun budget de rédaction, nous avons réussi à faire paraître avec une régularité convenable une petite revue dont les positions essentielles ont toujours été tenues avec fermeté et les idées développées avec continuité, clarté et rigueur. Autant que nous l'avons pu, nous avons mené une opposition sans faille et sans complaisance.

Si nous avons dénoncé les ambitions politiques de Mendès, ce n'est pas parce qu'elles contrariaient la belle carrière de M. Bidault auquel il se trouve des journalistes d'opposition nationale pour accorder lucidité et courage, mais parce qu'elles étaient annonciatrices d'un rooseveltisme juif et que nous n'avons cessé de combattre toutes les formes du rooseveltisme. Enfin, sous prétexte que M. Schuman était un brave homme et que lui et son ami le bon chancelier Adenauer allaient à la messe, nous n'avons jamais fait semblant de croire à leur Europe un peu catholique et très capitaliste construite autour d'un tas de charbon aspergé d'eau bénite. Nous lui avons au contraire toujours opposé notre idée d'une Europe des Nations indépendantes de Washington et de Moscou rejetant le pacte colonial dit de l'Atlantique, et nous avons clairement exposé les conditions d'une véritable réconciliation franco-allemande : rejet de la législation de Nuremberg et restitution de la Sarre.

Nous savons d'ailleurs, car beaucoup nous le disent, que c'est cette rigueur de nos positions politiques que nos lecteurs apprécient dans « Défense de l'Occident » et que c'est à cause d'elle qu'ils nous ont fait confiance.

Nous leur demandons d'excuser nos imperfections nombreuses, nos dates tardives de parution que nous essaierons d'améliorer, les légères bavures qu'on peut reprocher à un mécanisme administratif bénévole. Nous voudrions simplement que nos lecteurs sachent combien de patience, de dévouement, de camaraderie représente une revue sans argent et sans appuis. Nous voudrions qu'ils comprennent aussi que chacun de nos numéros, encore maintenant (bien que nous essayions que cela ne soit pas visible) exige souvent un véritable tour de force. L'avenir seul dira si notre revue a rempli la mission que nous lui avions assignée d'assurer la persistance d'une idée dans des circonstances défavorables. Mais elle aura donné, en tout cas, un exemple de courage et de désintéressement. Ce n'est pas si fréquent dans l'époque actuelle.

Jacques POILLOT.

Les Livres du mois

SENATOR JACK B. TENNEY

Zionist Fifth Column
Zionism Network

(Standard PUBLICATIONS, TUJUNGA, CALIFORNIE).

Ces deux brochures, qui sont des mines de renseignements sur le judaïsme américain, sont des exemplaires typiques des œuvres que des écrivains de métier devraient avoir le droit de bouleverser de fond en comble avant de les laisser paraître en public, car elles appartiennent à la catégorie, hélas ! nombreuse des ouvrages qui ont discrédité les études juives en dépit des excellentes intentions de leurs auteurs et du sérieux qui avait présidé au rassemblement des documents de base.

Il faudrait, en effet, persuader les néophytes que la présentation d'un sujet brûlant requiert du sang-froid, de l'ordre dans les idées et l'abandon des associations insoutenables.

S'ils prétendent faire une analyse du sionisme, qu'ils restent sur le terrain sioniste ; il est déjà assez vaste. Qu'ils ne se laissent pas égarer sur le terrain de l'antifascisme et du communisme. Il se trouve que sionistes et juifs communistes sont frères ennemis !

Le sénateur Tenney aurait pu faire deux excellentes brochures avec les matériaux dont il disposait. Il en a fait deux où les spécialistes, mais les spécialistes seuls se retrouveront, car la confusion y règne.

Zionist Fifth Column commence très bien : l'histoire du sionisme, de Herzl à la Déclaration Balfour, au livre blanc anglais de 1939, au rapport Morrison-Grady (1946) et à la guerre de 1948 est honorablement racontée. Mais pourquoi M. Tenney nous ramène-t-il sans préavis à Napoléon et au Sanhédrin de 1806 avant de commencer un répertoire, d'ailleurs excellent, des organisations sionistes d'Amérique. Nous ne doutons pas que la plupart des Sionistes soient « antifascistes », même aux Etats-Unis où le mot n'a aucun sens, mais ce n'est pas une raison pour terminer cet ouvrage par une étude de tous les groupes juifs de tendance communiste déterrés par le Représentant Martin Dies en 1938.

Zionism Network contient aussi d'excellentes notices sur les organisations sionistes des Etats-Unis, mais elles tiennent en dix pages. Tout le reste de la brochure, qui est de 96 pages, en caractères fins, est fait d'une suite d'études souvent bonnes, sur toutes les organisations juives de ce pays, de la synagogue réformée, à *l'Anti-Defamation League,* au Parti Travailliste et à *l'American Jewish Congress.* C'est un travail d'autant plus précieux qu'il est suivi (comme l'autre brochure) d'un index alphabétique. Mais son titre ne se justifie absolument pas.

Tout cela est très dommage, car, avec un peu plus de jugement, l'auteur aurait pu donner un tout autre caractère à son œuvre.

G. O.

Nous nous excusons de n'avoir pu placer ici, comme d'habitude, les études consacrées par notre collaborateur Monsieur Bernard Vorge, à quelques livres politiques et historiques parus en France pendant le mois, le transfert de notre revue d'une imprimerie à une autre ayant entraîné un retard dans la transmission de son article. Nos lecteurs trouveront cette chronique dans notre prochaine livraison.

Textes

Le voyage andalou

II

PETITESSES ET GRANDEURS GRENADINES
N° 7, rue d'Angulo

On nous avait fait sur l'ancienne capitale du royaume arabe d'Andalousie des récits d'une singulière magnificence. C'est sans doute pourquoi l'espérance où nous étions de contempler des merveilles fut déçue. On ne trouve, et on ne doit chercher dans le mauresque aucune grandeur, ni même quelque chose qui puisse lui ressembler. Il me fut impossible de prendre au sérieux les tours de brique de l'Alhambra, ses colonnades-palmeraies, ses mosaïques et ses ornements de stuc. J'avais la funeste impression d'entrer dans quelque « cabinet des merveilles ». Le Salon des Ambassadeurs, le plus majestueux de l'Alhambra (où fut négociée l'expédition des Indes), ne l'est guère. Il est impossible d'imaginer les Rois catholiques et Colomb sous cette coupole de cèdre. Tous les prétendus palais mauresques ne sont que de modestes maisons de campagne, construites par des roitelets amoureux de verdure et d'eau courante. Dans le genre, nous préférons, près de Saragosse, le beau Monastère de Pierre qui est, bien entendu, inconnu.

On dit que la fameuse Fontaine des Lions, commencée en 1377, fut victorieusement terminée en 1838. Cela n'étonne guère. J'ajouterai que le style de cette fontaine est des plus grossiers ; d'ailleurs, chacun a pu en admirer la laideur, tant elle est célèbre.

Les *patios* du Generalife, que l'on déclare ravissants et peuplés de rossignols, me firent l'effet d'appartenir à des *carmenes* de fonctionnaires aisés. C'est le genre « carte postale en couleurs ». Je me demande ce qu'attend M. Zanuck pour tourner un technicolor au Generalife. Cela nous manque.

Les jardins d'Aranjuez ou de la Granja écrasent ces jets d'eau minuscules, ces murailles de cyprès derrière lesquelles on entendrait sans stupeur un piano mécanique jouer « Sur un marché persan », et qui marquent l'insignifiance des souverains nazarites.

Le guide qui évoque le Cyprès de la Sultane ou la Salle des Abencerages veut nous vendre les œuvres complètes du pauvre Washington Irving, qui jadis fut locataire d'une de ces constructions de briques. Châteaubriand est naturellement oublié. Pauvre René !

A Grenade, la grandeur est espagnole.

Le palais de Charles Quint, à condition qu'il fût dégagé de tous ces cabinets des merveilles, de ces alcôves des Mille et une matinées de l'amateur d'œillets, serait vraiment admirable. Pour cela, il faudrait raser le prétendu « palais » arabe (en conservant les *patios*), et ce serait une belle œuvre de justice qui, espérons-le, sera un jour accomplie. La cour circulaire, qui ressemble à une arène, avec ses colonnes doriques et ioniques, est une des plus belles réussites de l'architecture Renaissance. Le dessin de l'œuvre, d'une haute noblesse, donne cette impression de force et d'allégresse que les grandes œuvres du XVI[e] siècle gardent pour l'éternité. Voilà un palais ! Bien qu'il soit inachevé, ce monument ferait comprendre à un gendarme la différence existant entre un Charles Quint et un Mohammed ou un Youssouf. La Cathédrale, avec la royale chapelle (où le tombeau d'Isabelle et de Ferdinand donne un coup), la fontaine de Mondéjar, et quelques beaux spécimens du plateresque sont vraiment dignes d'être admirés.

Voilà l'Espagne, la véritable Espagne dont la mission reste la même qu'au temps de la Conquête sur le Maure, celle de granit et de marbre des rois chrétiens, et non celle des jardiniers et des fleuristes d'un mièvre et vide Orient.

De l'Albaïcin et du quartier gitan de Sacromonte, où le visiteur est mystifié par des danseurs crasseux, il vaut mieux ne rien dire. Ajoutons que le *parador* (hôtel de l'Etat) de San Francisco est un des plus beaux d'Espagne, qui en compte de très remarquables. Mais dans ces sortes d'établissement, on ne loge qu'à pied et en voiture, ce qui ne faisait pas l'affaire de Palomito. Nous trouvâmes une *fonda* sur la route de Santa Fé à Loja, sur le Genil.

Avant de quitter Grenade, nous effectuâmes un bref pélerinage au numéro 7 de l'étroite et sombre rue Angulo. C'est là où, chez Luis et Miguel Rosales, responsables de la Phalange qui le pro-

tégaient, on vint arrêter le poète Federico Garcia Lorca pour le conduire au siège du Gouvernement civil, rue de la Duchesse. C'est là qu'un autre Phalangiste, le supérieur du couvent des Augustins et Luis Rosales essayèrent en vain de le sauver. Nous avons dit ailleurs comment et pourquoi Grenade, que le poète qualifiait lui-même de « pudique et prudente », tua Lorca. (1).

Bien loin d'avoir assassiné Lorca en juillet 1936, comme l'ont affirmé nombre de personnages plus ou moins bien informés, les Phalangistes au contraire firent tout leur possible pour sauver le poète. Dans son livre, dont de larges passages ont été traduits en français, « The face of Spain », Mrs Gerald Brennan écrit que Lorca a été abattu par « l'escouade noire » de la Phalange sur l'ordre de Ramon Ruiz Alonso « conservateur catholique, député aux Cortès ». Mrs Gerald Brennan, qui prétend avoir enquêté sur place, a été bien mal renseignée. Son affirmation est particulièrement extravagante, car Ramon Ruiz Alonso n'était nullement « conservateur catholique », mais bien démocrate-chrétien, et ne pouvait donner un ordre quelconque aux Phalangistes. Mais *il fallait* que Lorca eût été assassiné par la Phalange.

Demandez aujourd'hui à dix personnes prises au hasard et connaissant Lorca, peu ou prou :

— Comment est mort Federico Garcia Lorca ?

La plupart vous répondront :

— Le malheureux ! Les Phalangistes l'ont égorgé en 1936. Encore un crime de Franco !

L'histoire est bientôt écrite. Et pourtant, c'est Grenade qui tua Lorca, nous avons dit comment et pourquoi (1). Au numéro 7 de la rue Angulo, dans le patio qui sentait le jasmin, il y avait une charmante jeune fille qui brodait un napperon. Elle n'avait jamais entendu parler de Lorca, mais de Paris :

— Paris ! J'irai peut-être le mois prochain. Est-ce aussi joli qu'on le dit ?

On eût dit qu'elle parlait du ciel.

***

DON ALVARO, SAOULE PAR LES CIEUX

C'est un peu après Loja, sur une route terrible traversant la sierra d'Alhama, que nous eûmes, Palomito et moi, une nouvelle rencontre des plus étranges. Je faisais la sieste sous un figuier

(1) Cf. « Le Soleil des Morts ». Plon, éditeur.

lorsqu'un hennissement de mon fidèle coursier m'éveilla. Devant moi se trouvait un homme sans âge, ayant pour tout vêtement une sorte de long sac serré à la ceinture par un cordon jaune, et chaussé d'espadrilles. Il me considéra un instant, la tête légèrement penchée sur son épaule gauche, et me tendit une besace entrouverte :

— Pour les œuvres de la Chartreuse, s'il vous plaît, me dit-il d'une voix lamentable.

Je me hâtai de lui faire l'aumône, l'ayant immédiatement reconnu. C'était Don Alvaro, personnage naguère fort connu à Jerez de la Frontera, marié avec une des plus désirables créatures de l'aristocratie andalouse, et dont Manuel Halcon a écrit l'histoire dans son beau roman : « La Gran Borrachera ».

Dieu énivre mieux que le Jérez le plus odorant, et cet Alvaro auquel je venais de faire l'aumône d'un douro, était ivre de Dieu après l'avoir été bien des fois de vin doré.

— Que Dieu vous le rende, murmura-t-il en jetant sur Palomito un regard un peu moins terne. Vous avez là une noble bête, ajouta-t-il dans un souffle. Dieu vous le rende.

— Voyons, Alvaro, lui dis-je, soyez raisonnable ! Dona Mercédès, votre épouse, vous attend à Jérez en votre palais, où vous fites l'autre soir scandale. Vous avez profité d'une réception que donnait votre femme pour aller, en cette tenue, mendier pour la Chartreuse parmi vos invités. Votre amour de l'ermitage va à la démesure.

— Que Dieu vous le rende, répète obstinément Don Alvaro en baissant les yeux. Je désire racheter mes fautes. Comment pourrait-il en être autrement : Manuel Halcon lui-même, qui m'a donné vie, n'a-t-il pas manifesté son intention de se faire évêque ? Pourquoi ne me ferais-je pas moine ?

— Durant que vous courez les chemins par les sierras désertes, avez-vous songé que Dona Mercédès, votre épouse, doit combattre des tentations de toutes sortes. Votre cousin Carlos lui fait, à ce qu'on dit, une cour assidue...

— Ce qui est écrit est écrit, murmura Alvaro. Mercedès est une sainte.

Une sainte ne l'est tout à fait que morte. Mercédès est bien vivante, et c'est toujours la plus belle femme de la contrée.

Alvaro eut un geste las et poursuivit sa route en récitant quelque prière.

— Sommes-nous bien sur le chemin de Vélez-Malaga ? lui criai-je.

— Je n'en sais rien. Si vous voyez Manuel Halcon, dites-lui que désormais je ne connais qu'un seul chemin : celui-ci.

Du doigt, il désigna le ciel, et traînant ses savates dans la poussière, disparut au tournant de la route. Il faut avoir vu ce faux moine errant, poursuivant le ciel en cette lugubre montagne pour comprendre à quel point il était sincère.



L'HUMOUR ANDALOU

J'enfourchais Palomito, toujours fringant, et reprit le chemin que je croyais être celui de Vélez-Malaga. La sierra était déserte. A main gauche s'étendaient d'immenses champs de pierres. Les seuls habitants de cette solitude étaient apparemment des lézards à longue queue verte, qui s'enfuyaient sous les pas de mon cheval. La mer semblait être à cent lieues. Le site était d'une belle sauvagerie et je suppose que les ouvrages spéciaux affirment que cette route peu connue est pleine de caractère.

Je pensais m'être égaré lorsqu'à la tombée de la nuit, je vis à un carrefour un écriteau que je pus déchiffrer sans descendre de ma monture. Il disait :

« Con Nitrate de Chile, Tendra Vd. siempre, buenas cosechas ». (1).

Le soleil couchant faisait à l'infini rougeoyer les pierres. Je considérai un moment cette immense moisson de granit, et eus ainsi la révélation de l'humour andalou. Je retrouvai la Côte du Soleil le lendemain, après un voyage somme toute dépourvu d'incidents.

Je viens d'avoir la curiosité de consulter à la Bibliothèque Nationale de Madrid le manuscrit du *Roi Mort* de Luis Velez de Guevara, dont l'œuvre — c'est le moins qu'on puisse en dire — n'est au-dessous d'aucune de celles qu'il inspira.

« Le Roi Mort » ferait une belle carrière au Français.

Tout le monde ne peut pas avoir la chance du Marquis de Sade, dont presque tous les manuscrits ont été détruits par la police.

SAINT-PAULIEN
Madrid, septembre 1955.

(1) Grâce au Nitrate du Chili, vous aurez toujours de belles récoltes.

Leur presse, en ce mois de novembre

Pour l'ensemble des quotidiens de Paris, ce mois de novembre a débuté sous le signe de la peur. Une peur à laquelle n'a point tardé à succéder un immense soulagement.

L'Express venait de paraître. On allait voir ce qu'on allait voir. Outre, bouffre ! Tremblez, magnats-issus ! Effectivement, les magnats tremblaient dans leurs imprimeries acquises à si bon compte, aux jours radieux de la « libération », brassard et mitraillette au poing. Et ils se suppliciaient les méninges pour imaginer des artifices susceptibles de maintenir dans l'allégeance le troupeau instable des fidèles lecteurs. C'était à qui inventerait le concours le plus fascinant, à qui annoncerait la collaboration la plus fracassante.

Libération promettait de faire rouler ses ouailles en vedette pour peu qu'elles devinassent les vainqueurs de la prochaine empoignade électorale. *Franc-Tireur* jurait de transformer en rentier quiconque distinguerait, dans ses photos-mystères, un maréchal de France d'une côtelette de mouton. *Combat* augmentait ses pages, *L'Aurore* ses flaques de sang, *L'Huma* ses *features* gérardphilippiennes, le *Figaro* ses viols de pics inviolés, d'abîmes inviolés, de solitudes inviolées.

Et puis, *l'Express* a paru et tous les messieurs-dames du papier imprimé ont retrouvé leur confort intellectuel. Rien à craindre de ce côté-là. Mme Giroud savait faire un hebdomadaire. Elle ne sait pas faire un quotidien. M. Mendès-France sait faire un discours, il ne sait pas faire un article. Ni d'ailleurs M. Mitterrand dont la nullité est mise dans une cruelle évidence par le nouveau journal. Et encore moins M. Camus dont les pâteuses élucubrations pseudo-philosophiques pouvaient impressionner les snobs de bonne composition qui croient s'être élevé l'esprit lorsqu'ils se sont prodigieusement ennuyés, mais dont les articles sont proprement consternants. De toute cette équipe de tranche-montagnes, que reste-t-il ? M. Sauvy qui s'acharne à réduire la conjoncture en statistiques, ce qui est parfois amusant.

Et M. François Mauriac qui, libéré des contraintes du *Figaro,* en arrive à se pasticher lui-même, à pasticher Tartuffe, mais dont le talent est intact et le fiel toujours délectable (pour ceux qui jugent en faisant abstraction de l'éthique, s'entend).

Sauvy, Mauriac, c'est peu pour menacer les situations acquises. Aussi les grands quotidiens de Paris sont-ils retournés tout doucettement à leurs routines, à leurs manies, à leurs dadas. Bien marris, par surcroît, d'avoir engagé de si gros frais pour des concours qui ne se justifient plus.



Pendant tout ce mois de novembre, ces quotidiens se sont faits, naturellement, le reflet du problème N° 1, celui dont se désintéressent allègrement 43 millions de Français, mais qui fascine jusqu'à l'hallucination, 639 députés. Or, on sait qu'entre les préoccupations de 43 millions de Français et les préoccupations de 639 députés, il n'y a pas de commune mesure: la balance penche brutalement du côté des 639. Tous les jours, donc, pendant tout ce mois de novembre, les journaux ont fait, sur trois, sur quatre, sur cinq colonnes, le point de la question qui intéresse les 639, celle du mode de scrutin électoral. Les titres massifs étaient suivis d'articles que nul n'a jamais lus. Mais tout le monde a bien été forcé de lire ces titres. Et puisque c'est à ces titres que s'est limitée l'information des 43 millions, nous pouvons bien, nous aussi, nous en contenter pour suivre l'évolution d'une situation qui demeure aussi « fluide » que les fronts de combat au début de la guerre de Corée :

PREMIER NOVEMBRE : Elections en décembre repoussées (*Franc-Tireur*). L'arrondissement repoussé (*Libération*).

2 NOVEMBRE : Premier vote positif favorable au scrutin d'arrondissement (*Le Populaire*).

3 NOVEMBRE : Elections en décembre (*Le Figaro*).

4 NOVEMBRE : Manœuvres au Sénat pour torpiller les élections en décembre (*L'Humanité*).

6 NOVEMBRE : Une réforme électorale est de nouveau possible (*Le Monde*).

7 NOVEMBRE : La date des élections et la loi électorale remises en cause (*Combat*).

8 NOVEMBRE : La formule Coty marierait heureusement le système majoritaire et la proportionnelle (*L'Aurore*).

9 NOVEMBRE : Les sénateurs votent le scrutin d'arrondissement (*Franc-Tireur*).

10 NOVEMBRE : Scrutin d'arrondissement rejeté (*Libération*).

11 NOVEMBRE : Maintien du scrutin de 1951, mais sans les apparentements (*L'Aurore*).

12 NOVEMBRE : Les sénateurs semblent décidés à relancer une fois encore le scrutin d'arrondissement (*Franc-Tireur*).

13 NOVEMBRE : Elections en décembre de moins en moins probables (*Le Monde*).

15 NOVEMBRE : Plan Faure : retour aux apparentements (*L'Express*).

16 NOVEMBRE : Elections possibles les 15 et 22 janvier au scrutin d'arrondissement (*Franc-Tireur*).

17 NOVEMBRE : L'arrondissement repoussé en commission (*L'Humanité*).

18 NOVEMBRE : Le scrutin uninominal pris en considération (*L'Aurore*).

19 NOVEMBRE : Pas d'élections avant le mois de mars (*Franc-Tireur*).

21 NOVEMBRE : Les préfets ont passé leur dimanche à fabriquer des arrondissements sur mesure (*L'Humanité*).

22 NOVEMBRE : Le petit jeu du découpage commence cette semaine (*Franc-Tireur*).

23 NOVEMBRE : Quel que soit le mode de scrutin, la répartition démographique sera assurée (*Franc-Tireur*).

24 NOVEMBRE : Reprise de la discussion sur l'arrondissement (*L'Humanité*).

25 NOVEMBRE : Edgar Faure n'a pas renoncé à des élections anticipées (*Libération*).

26 NOVEMBRE : Elections anticipées proposées pour février 1956 (*L'Aurore*). Crise ou élections (*Le Figaro*).

28 NOVEMBRE : Crise ministérielle et élections en avril ou juin... (*Le Monde*).

Si l'on était vraiment très naïf, on pourrait penser qu'après cette cascade de titres, les lecteurs auraient compris. Mais les lecteurs sont aussi les électeurs. Et si, dans

leurs conversations privées, les lecteurs criblent le Parlement de sarcasmes pointus, les lecteurs-électeurs, eux, sont tout prêts à reélire un Parlement tout aussi malfaisant ou même, si possible, plus malfaisant encore.



Il restait peu de place, en ce mois de novembre, sur les *fronts pages* pour l'autre actualité, l'actualité non électorale.

Au début du mois, deux événements marquants : la renonciation de Margaret et la restauration de Ben Youssef.

A la fin du mois : les prodiges de Minou Drouet et la vision du Pape.

Entre temps, la conférence de Genève.

Sur la conférence de Genève, il n'y a pas grand chose à dire. Certes, la presse parisienne s'est comportée très correctement, elle a dépêché en Suisse un nombre réglementaire d'envoyés spéciaux et noirci la masse des colonnes exigée par les usages. Mais c'était de la copie sacrifiée, de la copie dont on savait d'avance qu'on ne la lirait pas. Car nul ne croit plus qu'il puisse sortir quoi que ce soit d'une conférence de cette sorte, pas même les « hautes autorités » qui y participent. Tout au plus peut-on sauvegarder la fiction d'un accord de principe. En l'occurrence, on n'y parvint même pas. Et les « niet » qui s'opposaient aux « non » et aux « no » dans les titres des gazettes, préservaient le public de la tentation de lire plus avant. La seule originalité des articles proprement dits était qu'ils se faisaient forts de déterminer la responsabilité de ces négations. Mais là aussi, point de surprise. On savait à l'avance que dans *l'Aurore* et *le Figaro,* les coupables seraient russes, et que, dans *l'Huma* ou *Libération,* ils seraient américains.



Avant que se déroulassent ces conjabulations négatives, deux événements autrement « signifiants » s'étaient juxtaposés aux rubriques fixes du judo électoral : Margaret renonçait à son jockey et la France renonçait à l'exil de Ben Youssef.

C'est alors que les bons esprits épris de fastes monarchiques, ont pu constater à quel point les Français nés malins, incorrigiblement frondeurs par nature et régicides par tradition, sont prompts à se figer sans la moindre bavure dans le garde-à-vous le plus rigide dès que surgit un personnage de sang royal, dès que le principe de la légitimité se trouve en question.

Depuis des mois et des mois, les hebdomadaires illustrés, renchérissant sur les quotidiens, entretenaient leurs lecteurs des amours contrariées de la princesse. Le dénouement survint, le premier novembre, comme une douche glacée. Et c'est tout juste si la presse française ne parut pas bordée de noir.

Mais, Dieu merci, dans le même temps, les carlistes soupçonneux de *l'Huma,* de *Libération,* de *France-Observateur,* de *l'Express* et du *Populaire,* recevaient la récompense de leur orthodoxie dynastique. Mohammed V débarquait à Saint-Germain-en-Laye. M. Pinay s'empressait d'aller lui demander l'aman, et c'en était fait des usurpateurs et des solutions de rechange. On se plaît à transposer, en 1830, par exemple, l'encre dont furent rédigées ces explosions de légitimisme progressiste. Le dénommé Louis-Philippe eût alors passé un fichu quart d'heure. Et nous ne doutons pas que M. Claude Bourdet se fût hâté de voler aux barricades et de mourir pour Charles X.



Voyons maintenant les deux événements qui, en clôturant ce mois de novembre, le hissent quelque peu hors du matérialisme sordide.

Tout d'abord le Saint Père a annoncé qu'il avait vu Notre Seigneur Jésus Christ, au cours de sa dernière maladie. Notre propos n'est point de discuter ici la réalité de cette vision. C'est affaire de foi. Mais ce qui nous regarde, ce qui est caractéristique, c'est l'accueil fait par la presse française à cette information. On eût pu supposer qu'aux pieuses homélies de M. André Frossard dans *l'Aurore* feraient pendant les sarcasmes d'une gauche traditionnellement anticléricale et même antichrétienne. Mais rien de semblable ne s'est produit. Et si l'on excepte les brocards du *Canard Enchaîné* (dont les plaisanteries sont décidément bien démodées) et un article narquois de Pascal dans *Dimanche Matin* (qui n'est point précisément un organe de gauche), l'ensemble de la presse progressiste et marxiste s'est bien gardée de sortir d'une déférente neutralité. M. André Wurmser, lui-même, dans *l'Humanité,* évite, dans ses commentaires de prononcer un mot qui pourrait choquer les camarades chrétiens et les catéchumènes des prêtres-ouvriers. Il attaque l'Eglise, mais point le principe du miracle. Et *France Observateur* se demande gravement, sans un clignement d'œil, sans un ricanement, quelle sera l'influence de cette vision sur l'orientation de la politique vaticane. Conclusion : l'esprit voltairien, qui était si vivace lorsque la France avait la foi, est en pleine décadence dans une France de plus en plus déchristianisée.

Par contre, si les Français — du moins dans la mesure où on peut les juger d'après leur presse — ont perdu le sens de l'irrévérence métaphysique, ils ont de plus en plus le goût du record et du monstre sacré. La polémique née de l'affaire Minou Drouet en est une affligeante illustration. Affligeante parce qu'en définitive, c'est une malheureuse petite fille qui fait tous les frais de ce burlesque battage d'estrade et qu'elle risque d'en demeurer spirituellement estropiée pour la vie. Mais les marchands de papiers s'encombrent bien de pareils scrupules ! Ce qui fait le prix, aujourd'hui, d'une œuvre littéraire, ce n'est point sa valeur artistique, ce sont les conditions dans lesquelles elle fut écrite, c'est la personnalité hors série de son auteur, il faut que le poème ait été rédigé la tête en bas ou que son auteur ait gravi l'Himalaya, qu'il soit l'homme le plus vil du monde comme M. Jean Genêt ou la femme de lettres la plus précoce comme l'infortunée Minou Drouet.

Et là-dessus, tout naturellement, la polémique qui s'institue aussitôt dans la presse, ne porte nullement sur la qualité intrinsèque des écrits de la petite Drouet, mais sur leur origine. Sont-ils de Minou ? Sont-ils de sa maman ? *Elle* et *France-Soir* tiennent (à coup d'arguments impressionnants) pour la supercherie. *L'Express* et le *Figaro* (qui a tout spécialement mobilisé pour cela un Révérend Père) tiennent pour l'authenticité. Et voilà la presse française déchirée comme aux plus beaux temps de l'Affaire Dreyfus.

Le seul ennui, dans tout ceci, c'est que le clan des « authenticistes » (si j'ose dire) est composé, comme par hasard, de gens qui ont de fort bonnes raisons de ne pas chagriner M. Julliard.

Lequel, toujours comme par hasard, est l'éditeur de Minou Drouet...

Comme quoi nous demeurons, là comme ailleurs, en pleine spiritualité...

P. A. COUSTEAU.

Nos lecteurs nous écrivent

A propos du prix Goncourt

Bien que le Prix Goncourt n'ait pas été attribué, cette année, à la N. R. F. et que nous trouvions, au contraire, des raisons de nous réjouir dans le fait qu'un écrivain de valeur comme Monsieur Félicien Marceau ait reçu le Prix Interallié, nous trouvons que les réflexions contenues dans la lettre de lecteur que nous citons ci-dessous n'ont rien perdu de leur actualité et de leur pertinence. Nos lecteurs jugeront eux-mêmes de l'intérêt de cette analyse.

Sur dix membres de l'Académie Goncourt, cinq étaient des écrivains édités par les Editions Gallimard-N. R. F. Avec Giono, le jury des Goncourt comprend désormais six poulains de l'écurie de la rue Sébastien-Bottin. Tout en ne suspectant pas la moralité des membres Goncourt, nous dirons que l'attribution du prix annuel risque d'échapper de moins en moins à la firme Gallimard-N. R. F.

Le Prix Goncourt, jadis stimulant de l'édition, porte-t-il préjudice à l'édition française en général ? En transformant en chasse gardée commerciale publicitaire un titre qui force vente, le public a-t-il un reflet valeureux de la pensée française ? Son exclusivité ne nuit-elle pas à la prospection des autres éditions ?

Un prix Goncourt, s'il ne consacre plus un écrivain, assure une grosse diffusion à marge bénéficiaire considérable. Entrons dans les arcanes pour les lecteurs non-initiés.

Les réticences des acheteurs de livres ont diverses causes dont l'une, la principale, est le coût élevé du bouquin. Le public ignore généralement que, dans l'incertitude de l'accueil réservé à un nouvel ouvrage, le premier tirage ne compte que 2.500 à 3.000 exemplaires. Les frais de composition, de correction, de maquette de couverture, etc... sont lourds à amortir sur 3.000 exemplaires. Il ne faut donc pas s'étonner d'un prix de vente de 500, 600 francs et plus suivant la longueur du texte. Que ce livre bénéficie d'un tirage de 20 ou 25.000 au départ et *les mêmes frais* répartis sur un plus grand nombre d'exemplaires pourraient abaisser le prix de vente au détail de 25 et même 50 %. (200 à 225 francs, prix d'un roman policier tirant à 25.000 exemplaires).

Le malin éditeur, même s'il est assuré du succès d'un ouvrage, a un intérêt certain à ne faire qu'un premier tirage de 3.000 de façon à établir un prix de vente assez fort, *car les tirages effectués avec un matériel déjà amorti* par le premier tirage ne seront pas livrés au commerce à un prix moins élevé que celui du premier tirage. Aussi, plus un livre se vend-il, plus son prix de revient s'amenuise au point de ne presque plus compter que le prix du papier, la main-d'œuvre et les droits d'auteur. Quand un Goncourt tiré à 3.000 exemplaires vendus X. francs s'envole à 150 ou 200.000 exemplaires toujours vendus le même prix, c'est une cascade de millions tombant dans les caisses de l'éditeur. L'affaire Goncourt est donc une opération commerciale hautement intéressante qui devait accrocher l'attention des astucieux puisque en outre elle donne à la firme qui la décroche une publicité générale étendant son action aux autres ouvrages portant sa marque.

Nous sommes donc en droit de demander si la majorité des membres de l'Académie Goncourt édités par Gallimard-N. R. F. ne porte aucune responsabilité dans la suite des ouvrages de ladite édition couronnée par ladite Académie.

Nous posons cette question avec sérénité et non dans un esprit tortueux. Nous la posons après une conversation avec un autre éditeur parisien auquel nous reprochions de n'éditer que du presque « certain » et de ne plus miser sur des jeunes auteurs. Conversation que nous résumons ainsi : « A quoi bon miser sur des jeunes qui ne « paieront » pas puisque le Goncourt ne permet plus d'espérer une « masse » capable de couvrir les déboires ? » Et, à notre demande d'explication, il nous fut parlé du Goncourt, tendant à devenir le privilège d'une seule édition.

Est-ce à dire que Gallimard-N. R. F. est l'unique édition française prenant des risques avec les jeunes auteurs ? Nous ne le pensons pas. La Table Ronde, Albin Michel, Julliard et quelques autres sont dans le même cas. L'année qu'un Colin-N. R. F. fut prix Goncourt, il y avait beaucoup mieux chez d'autres éditeurs...

Nous savons que, de temps en temps, l'Académie prend peur devant les critiques concertées au point de couronner un Julien Gracq absent ! L'exception confirme la règle. L'élection de Jean Giono accentua le malaise du prix Goncourt. Il serait enfantin ou hypocrite de le nier.



Certes, il existe d'autres prix littéraires pour lesquels la question de l'éditeur n'intervient pas. Ils sont en tellement grande quantité que le public n'y attache aucune intention. Puis, beaucoup d'entre eux ne s'avèrent que des combinaisons commerciales. Il suffit de composer aimablement un jury auquel on présente *un choix d'ouvrages DE LA MEME EDITION* pour que le titre de « Grand Prix » du roman X. ou Y. n'échappe pas à la firme organisatrice de la « compétition ». Le genre fut lan-

cé, entre les deux guerres, par Georges Anquetil avec le « Grand Prix International de Littérature » (suisse) pour « Satan conduit le bal » (400.000 exemplaires). Un certain nombre d'éditeurs à comptes d'auteurs créèrent ainsi des prix (plus ou moins fictifs quant aux dotations) afin d'exploiter plus aisément les gogos de la vanité littéraire.

Il n'en demeure pas moins exact que certains prix littéraires servent de guides à un public qui se détache de plus en plus de la valeur littéraire pour la littérature à sensations. Le Fémina, l'Interallié, le Renaudot subirent donc aussi les sièges d'influences d'éditeurs. Les prix « 2 Magots » et Caze (dont l'un s'honore de révéler un Olivier Séchan avec « Les corps ont soif ») ne paraissent plus avoir l'indépendance de « copains » de leurs débuts.

Arrivons donc à la question (grave) de savoir si la France succombera sous le poids de l'édition-trust avec ses équipes, ses écuries, ses chapelles, ses consignes, ses allégeances politiques et ses exclusivités ? Puisqu'au titre de « la propagande culturelle » certains ministères disposent de fonds soit pour favoriser la publication de tels auteurs engagés, soit pour acheter des stocks de livres destinés à l'étranger au titre de « présence de la pensée française », le livre deviendra-t-il un simple business au même titre que les chemises Machin ou les godasses Truc ?

Gallimard-N. R. F. c'est aussi l'édition Denoël ; Julliard, Plon possèdent des éditions satellites, etc... Tel genre qui ne serait pas dans la ligne d'une édition « posée » peut ainsi être dirigé sur une filiale et, petit à petit, on finit par ceinturer la pensée par la bande. (Précisons qu'une grande et vieille maison parisienne résiste encore à cette ambiance : Flammarion).

Un écrivain de talent peut, avec ce système, se voir fermer les portes des grandes firmes d'édition qui ont l'immense avantage de pouvoir assurer une grande diffusion aux ouvrages qu'ils publient. Tel fut le cas de P. A. Cousteau avec son « Hugothérapie » refusée par plusieurs éditeurs parisiens et recueillie par un petit imprimeur-éditeur de province. Tels sont les cas de vingt autres écrivains réduits au silence par des éditions-trusts serviles.

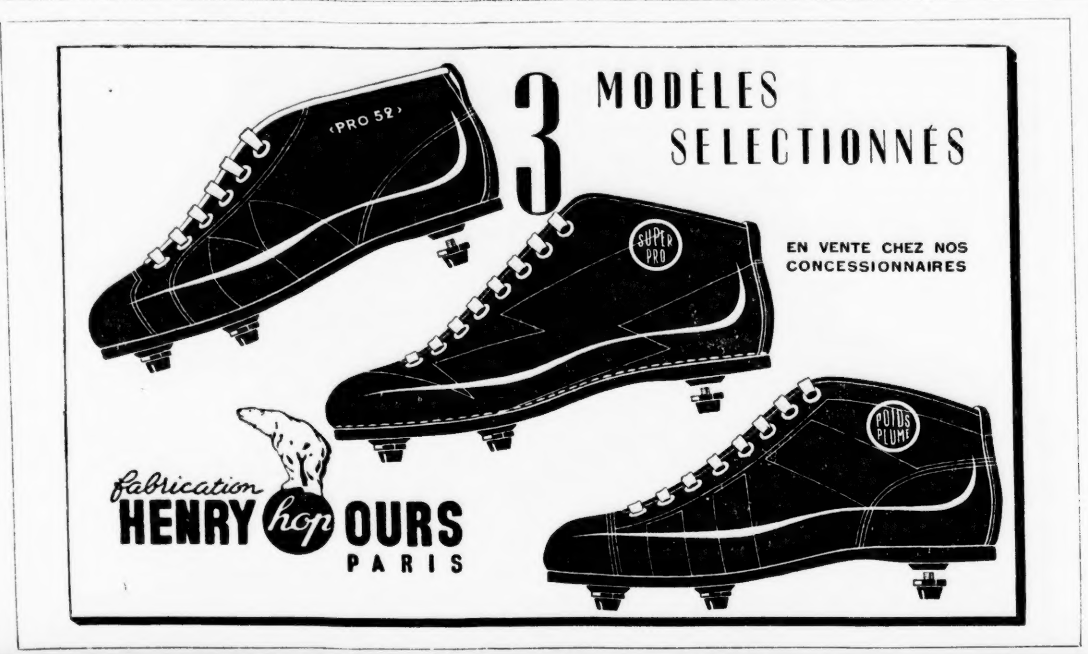
Si l'on ajoute à cela une « critique littéraire » sectaire ou pas toujours indépendante (critiques appartenant à une maison d'édition) ou tenue par des placards de publicité attribués au journal, on aboutit à des cercles restreints chargés de ne présenter au public qu'un des aspects de la pensée française. Pourtant les Peyrefitte lancés par Flammarion demeurent, par leurs tirages impressionnants, la preuve que le public veut bien absorber autre chose qu'une prose conformiste qui le dégoûta au point qu'il préféra se ruer sur les romans policiers et les romans-feuilletons.



Aujourd'hui, nous nous contentons de débroussailler la question d'essai du trust d'expression de la pensée. C'est un problème que personne n'ose aborder franchement. Il est grave, puisque certains grands quotidiens refusent la publicité pour des livres d'auteurs qui ne conviennent pas aux puissants du jour, puisque l'on ose encore intenter des procès aux écrivains publiant *leur* vérité non conforme au caporalisme de la pensée que l'on tente, depuis dix ans, d'imposer aux Français.

Nous savons que, de tout temps, il y eut des valets empressés à plaire et récompensés de commandes ou de décorations. Certains de ces valets n'étaient pas moins empressés auprès des autorités d'occupation. Nous ne le leur reprochons pas, chacun se défend comme il peut. Nous ne réprouvons que les lâchages, les lâchetés et l'immolation de ceux qui firent leur fortune hier. Nous n'accusons pas les hommes parce que nous reconnaissons que le courage est rare chez les intellectuels... depuis toujours (relisez « Fantômes et Souvenirs de la Porte Saint-Martin » de Jack de Plunkett), nous n'accusons de pusillanimité que les hommes qui choisissent le métier de diffuser de la pensée, d'où qu'elle vint, et qui, aujourd'hui, répondant à des impératifs occultes, ne laissent filtrer que des clartés dirigées, moyennant quoi la paix leur est assurée sur les érotismes commerciaux soi-disant d'une « pensée française » perdant sans cesse de son autorité et de son rayonnement dans le monde.

Le Gérant : Maurice BARDECHE.
Imprimerie MARTEL, Givors Dépôt légal : 4e trimestre 1955.



IMP. MARTEL - GIVORS

